Le 'Dragon' et le 'Simorgh' : une alliance en formation ?

par Thierry KELLNER*

Au cours des dernières décennies, la République populaire de Chine et la République islamique d'Iran ont développé des relations politiques, économiques et énergétiques de plus en plus intenses, au point que certains observateurs, notamment Outre-Atlantique, ont commencé à s'inquiéter de cette proximité. Une inquiétude qui n'a fait que croître dans le contexte du développement de la question du programme nucléaire de l'Iran depuis 2003. Mais qu'en est-il réellement des liens entre les deux pays ? C'est à cette question que cette étude va s'attacher.

Les relations sino-iraniennes dans la longue durée historique

Historiquement, les « Iraniens » ont joué un rôle éminent dans l'histoire et la culture chinoise[1]. A l'époque préislamique, l'influence iranienne dans l'Empire du Milieu est particulièrement remarquable pendant une période qui s'étend entre 148 et 845 de notre ère, avec un apogée au VIIe siècle sous la dynastie chinoise des *Tang* (唐) (618-907)[2]. Sur le plan des relations d'État à État, les liens entre la Chine et l'Iran, deux des plus importants et des plus anciens empires asiatiques, sont anciens, riches et complexes. Les premiers contacts dont la trace dans les sources écrites nous a été conservée, datent de la période de la dynastie *Han* (漢) (206 avant J.-C. - 220 après J.-C.). Naturellement, il est possible qu'il y ait eu des contacts indirects antérieurement mais les spéculations à ce propos ne sont jusqu'à présent pas étayées par des preuves incontestables. Quoi qu'il en soit, au deuxième siècle avant notre ère, les deux empires entrent en relations dans le sillage du voyage qu'effectue *Zhang Qian* (張騫) en direction de l'Ouest. Envoyé par l'empereur *Han Wudi* (漢武帝), vers les territoires dominés par les *Yuezhi* (月氏), une population nomade - peut-être iranophone d'ailleurs- en 139 avant J.-C., *Zhang Qian* était chargé de conclure avec eux une alliance de revers contre les *Xiongnu* (匈奴), la puissante confédération qui dominait alors les steppes de l'Asie centrale et pesait sur la sécurité de l'Empire du Milieu. Ce périple le mènera dans divers États situés en Asie centrale et lui permettra de recueillir des informations sur le pays de *Anxi* (安息), c'est-à-dire le pays d'Arsak, soit la Parthie dominée par la dynastie des Arsacides[3] (milieu du IIIe siècle avant J.-C. – v. 224 de notre ère). Les informations contenues dans les rapports qu'il rédige à son retour fourniront au grand historien chinois *Sima Qian* (司馬遷), la matière nécessaire à la rédaction du chapitre 123 des *Mémoires historiques (Shiji* 史記) qui contient la première description de l'Iran dans les sources chinoises. L'intérêt que *Zhang Qian* suscite à la cour des *Han* à *Chang An* (長安) inaugure une période d'échanges diplomatiques et commerciaux intenses entre la Chine et ses voisins d'Occident dont la Parthie. C'est ainsi que l'empereur chinois *Han Wudi* et le roi parthe Mithridate II échangent des ambassades entre 115 et 105 avant

---

* Thierry Kellner enseigne à l'Université libre de Bruxelles (ULB). Il a conjointement publié avec Mohammad-Reza Djalili, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, De la fin de l'URSS à l'après-11 septembre, Paris, PUF, 4e édition, 2006, 585p.

[1] Parmi les « Iraniens », il faut relever l'importance du rôle des Iraniens de l'Iran mais aussi et surtout des populations iraniennes d'Asie centrale (les Iraniens orientaux) notamment les populations iranophones antiques comme les Saka et plus tard, les Sogdiens et les Bactriens dont les relations avec la Chine ont été extrêmement intenses. Voir par exemple, CARTER, M. L., « The Influence of Eastern Iranian Art » dans *Encyclopædia Iranica*. Yarshater, Ehsan, ed., London, Routledge & Kegan Paul, 1985- (en ligne : *www.iranica.com*) et LA VAISSIERE, Étienne de., *Histoire des marchands sogdiens*, Deuxième éd. révisée et augm., Paris, Collège de France, Institut des hautes études chinoises, De Boccard, 2004, 377p.

[2] Voir les contributions de Edwin G. Pulleyblank, J. M. Rogers, Liu Yingsheng and Peter Jackson, J. M. Rogers, Parviz Mohajer, Daniel Balland, Chen Da-Sheng, Huang Shi-Jian and Ibrahim Feng Jin-Yuan, Djalal Khaleghi-Motlagh, Oliver Watson, Toh Sugimura, « Chinese-Iranian Relations » dans *Encyclopædia Iranica*. Yarshater, Ehsan, ed., London, Routledge & Kegan Paul, 1985- (en ligne : *www.iranica.com*) également, FORTE, A., *The Hostage An Shigao and his Offspring: An Iranian Family in China*, Italian School of East Asian Studies Occasional Papers 6, Kyoto, Istituto Italiano di Cultura, Scuola di Studi sull'Asia Orientale, 1995, x-152p. ; FORTE, A., « Iranians in China Buddhism, Zoroastrianism and Bureaus of Commerce », *Cahiers d'Extreme Asie*, n°11, 1999-2000, pp. 277-290 et TAJADOD, N., « The Role of Iranians in the Spread of Buddhism, Manichaeism and Mazdaism in China », *Diogènes*, vol. 50, n°4, 2003, pp. 61-68.

[3] *Anxi* est la translitération en chinois d'« Arsacide », le nom de la dynastie (les Parthes) qui domine l'Iran.

notre ère. Les contacts entre les deux empires sont réguliers avec cependant des périodes d'interruption en raison de guerres, de troubles internes ou de difficultés dans les territoires situés entre les deux pays. En 97 de notre ère, le général chinois *Ban Chao* (班 超), protecteur général des régions d'Occident (une partie de l'actuel Xinjiang), envoie un représentant, *Gan Ying* (甘英), explorer les routes qui conduisent vers l'*Anxi* (安息) et le *Da Qin (*大秦*)*, c'est-à-dire l'Empire Romain. *Ban Chao* voulait établir des relations commerciales et politiques avec Rome gouvernée à ce moment par les empereurs de la famille des Antonins. *Gan Ying* n'atteint pas Rome, mais il traverse au cours de son voyage le pays des Parthes jusqu'au bord du golfe Persique. Le roi parthe Pacorus II, qui a régné jusque vers 115 de notre ère, aurait également entretenu des contacts commerciaux avec la Chine par voie maritime depuis l'estuaire du Tigre et de l'Euphrate[4]. On trouve en effet en Chine des indices d'échanges maritimes avec l'empire Parthe au cours du Ier siècle de notre ère[5]. Outre l'aspect diplomatique, c'est à partir du voyage de *Zhang Qian* que se mettent en place les relations commerciales entre l'empire du Milieu et le *Xiyu* (西域), les « contrées d'Occident » -dont l'Iran-, à travers divers itinéraires caravaniers terrestres mais aussi des circuits maritimes que le géographe allemand Ferdinand von Richthofen baptisera « Routes de la Soie » en 1877[6]. Ces « routes » très diverses permettront aux civilisations chinoises et iraniennes de dialoguer pendant des siècles à travers les échanges d'hommes (ambassadeurs, commerçants, missionnaires de différentes religions, traducteurs, artistes, réfugiés, pirates, etc.), de marchandises[7], de techniques, de motifs décoratifs, de symboles, mais aussi d'idées dont l'influence ne peut-être ignorée. Les Iraniens joueront par exemple un rôle crucial dans la transmission et la diffusion en Chine des religions étrangères : le Zoroastrisme, le Bouddhisme -le premier traducteur de soutras bouddhiques du sanscrit en chinois, *An Shigao* (安世高), était ainsi un prince parthe arrivé en Chine vers 148 de notre ère et la forme du bouddhisme transmise en Chine, notamment par des Iraniens, à savoir le *Mahâyâna* ou « Grand Véhicule du Salut » semble en outre avoir été fortement influencé par les « religions de lumière » iraniennes dans certains de ces aspects (particulièrement l'*amidisme*)-, le Manichéisme, le Judaïsme, le Christianisme Nestorien -un moine persan, *Aluoben* (阿羅本), est ainsi à l'origine de l'introduction du Christianisme en Chine et de la fondation d'un temple chrétien dans la capitale chinoise en 638- et enfin l'Islam, notamment à l'époque mongole (XIIIe-XIVe siècles).

Après la chute des *Han*, sur le plan diplomatique, malgré les aléas politiques et les changements dynastiques, les contacts officiels vont se poursuivre entre la Chine et l'Iran. Les sources chinoises mentionnent ainsi une dizaine d'ambassades venues de *Bosi* (波斯)[8] – la Perse sassanide (224/6-651 de notre ère)- à la cour des *Wei* du Nord (北魏 *Bei Wei*) entre 455 et 522 de notre ère, deux ambassades iraniennes à la cour des *Liang* (梁) en 533 et 535 et une ambassade à la cour des *Wei* Occidentaux (西魏 *Xi Wei*) en 555. Sous la dynastie des *Sui* (隋, 581-617) qui réunifie la Chine, l'empereur *Yangdi* (煬帝, 605-618) et le roi sassanide Khosrow II Parviz (590-628) échangent des ambassades alors que sous le règne des *Tang* (唐, 618-907), avec l'expansion chinoise au-delà des Pamirs (dans l'actuel Tadjikistan), les contacts avec les Sassanides s'intensifient. Une ambassade sassanide est ainsi mentionnée dans la capitale chinoise en 638. On connaît aussi le nom d'aristocrates sassanides vivant à la cour de l'empereur de Chine, comme *Aluohan* (阿羅憾) (Vahram ?), arrivé vers 660, célèbre pour sa mission diplomatique au *Fulin*

---

[4] D'après WOLSKI, Józef, *L'empire des Arsacides*, Lovanii, in aedibus Peeters, 1993, Acta Iranica, 32, Série 3, Textes et mémoires, vol. 18, p. 177.

[5] Voir les reliefs sur le site de Kongwangshan près de Lianyungang sur le littoral de Jiangsu. Détails dans CARTER, M. L., « The Influence of Eastern Iranian Art » , op. cit.

[6] Voir BOULNOIS, Luce, *La Route de la soie. Dieux, guerriers et marchands*, Genève, Editions Olizane, 2001, 558p.

[7] Par exemple la soie dont les Parthes puis les Sassanides seront les intermédiaires pour le commerce entre la Chine et l'Empire romain mais aussi des textiles, des tapis, des objets en verre, des parfums, des drogues, des pigments, des condiments, des médicaments, des pierres précieuses, des perles, des minéraux, des plantes, des fruits, des animaux, des instruments de musique, des pièces de mobilier, de la porcelaine, etc Voir LAUFER, B., *Sino-Iranica : Chinese contributions to the history of civilization in ancient Iran : with special reference to the history of cultivated plants and products*, Taipei, Cheng-Wen Pub. Co., 1978, iv-185-630p. et SCHAFER, E.H., *The Golden peaches of Samarkand*. A study of T'ang Exotics, Berkeley, University of California Press, 1985, 400p.

[8] Ce mot chinois vient du mot persan *parsi*, *farsi* et apparaît pour la première fois dans le *Wei Shu* , l'histoire dynastique des *Wei*, composé en 551-554.

(拂林) (peut-être Khulm à l'est de Balkh en Afghanistan) pour le compte de l'empereur chinois *Gaozong* (高宗, 628-683) et aussi pour avoir organisé le financement par les Iraniens d'une colonne de bronze -l' « Axe du Ciel » (*Tianshu*, 天樞)- élevée à Luoyang entre 691 et 695 à la gloire de la nouvelle dynastie *Zhou* (周) fondée par l'impératrice *Wu Zetian* (武則天, 624-705)[9]. Après la mort du dernier roi sassanide, Yazdegard III (règne de 632-51) près de Merv en 651, son fils, Peroz (mort vers 678) réfugié au Tokhara (région de Balkh) demandera en 661 à l'empereur *Gaozong* de lui fournir des troupes pour l'aider à combattre les Arabes et à reconquérir ses possessions perdues. Ce dernier refusera d'entrer en guerre contre les *Omeyyades* mais accueillera Peroz à la cour de Chine en 674 et lui accordera le titre de « général des gardes militaires de droite »[10]. C'est également à la cour des Tang que le fils de Peroz, Narses, trouvera refuge. Comme son père, ce dernier recevra des honneurs des Tang. Après avoir espéré en vain reconquérir son royaume, il s'éteindra également en Chine à une date inconnue. Selon les sources chinoises, au IXe siècle, on trouvait encore des descendants des réfugiés sassanides servant comme soldats dans la capitale chinoise. L'influence iranienne a ainsi été particulièrement sensible dans l'art et l'artisanat de la Chine des Tang au VIIe et VIIIe siècles et aussi dans d'autres domaines. Le polo, sport venu de l'Iran sassanide dès le règne de l'empereur *Taizong* (太宗, 626-649) est ainsi à cette époque une des distractions préférées des élites et de la haute société chinoises[11].

La conquête arabe et l'islamisation de l'Iran ne rompent pas les relations avec la Chine. Sur le plan diplomatique, parmi les dix-neuf ambassades musulmanes enregistrées par les annales chinoises entre 713 et 759, dix proviennent ainsi de Perse. Ensuite, entre les IXe et XIIe siècles, les contacts diplomatiques se font plus sporadiques sans toutefois disparaître. Les principales ambassades musulmanes à visiter la Chine pendant cette période seront celles envoyées par les *Abbasides* -en l'occurrence Haroun al-Rashid (766-809)- aux Tang en 798 puis en 974 à la cour des *Liao* (遼, 907-1125) qui dominent le nord de la Chine et en 1011 à la cour des *Song* du Nord (北宋 *Bei Song*, 960-1127). Pendant cette période, le commerce maritime -les routes terrestres traversant l'Asie centrale étant troublées depuis la moitié du VIIIe siècle- entre la Perse et la Chine est très florissant. On sait grâce au témoignage du marchand Abu Zayid de Sîrâf dans son complément daté de 916 au *Akhbar as-Sîn wa-l-Hind (Documents sur la Chine et l'Inde)*[12] que les pièces de cuivre chinoises étaient courantes dans le golfe Persique –notamment dans l'important port de Sîrâf en Iran-. De la céramique Tang a également été découverte à travers tout le khalifat abbasside, non seulement dans le port de Sîrâf[13] mais aussi à Samarra en Irak, Rey en Perse et Fostat en Égypte, ce qui témoigne de la vitalité des échanges avec la Chine à cette époque. La réciproque est également attestée par la céramique. R. Grousset relève qu'une influence persane (sassano-abbasside) et, à travers l'Iran, une influence « hellénistique posthume » sont visibles dans la forme d'un grand nombre de vases chinois d'époque Tang[14]. Les villes de *Yangzhou* (扬州) et de Canton (*Guangzhou* 廣州, le *Khânfû* des auteurs musulmans), grands centres de commerce à l'époque des *Tang*, abritent ainsi dès le VIIIe siècle d'importantes communautés musulmanes comprenant des Arabes et des Persans. En raison du régime des vents, les marchands doivent en effet séjourner de long mois dans les ports chinois. Ils sont ainsi mis en contact prolongé avec la culture chinoise locale dont ils peuvent ensuite transmettre des éléments à leur retour dans le golfe Persique. Dans l'autre sens, au IXe siècle, des jonques chinoises circulent en quatre mois

[9] Sur ce personnage voir FORTE, A., « On the so-called Abraham from Persia. A case of mistaken identity, dans PELLIOT, P., *L'inscription nestorienne de Si-Ngan-Fou*, ed. with suppl. by Antonino Forte, Kyoto, Scuola di Studi sull'Asia Orientale, Paris, Institut des hautes études chinoises du Collège de France, 1996, Oeuvres posthumes de Paul Pelliot, Epigraphical series/Italian School of East Asian Studies 2, pp. 375 et ss.

[10] Voir sur cet épisode CHAVANNES, Édouard, *Documents sur les Tou-Kiue (Turcs) occidentaux*, recueillis et commentés, suivi de notes additionnelles, Paris, Librarie d'Amerique et d'Orient, 1903, pp. 172 et ss.

[11] Voir BOWER, V. L., « Polo in Tang China : Sport and Art », *Asian art*, vol. 4, n°1, 1991, pp. 23-45.

[12] Voir REINAUD, Joseph Toussaint, *Relation des voyages faits par les Arabes et les Persans dans l'Inde et à la Chine dans le IXe siècle de l'ère chrétienne*, texte arabe imprimé en 1811 par les soins de Langlès, publié avec des corrections et additions et accompagné d'une traduction française et d'éclaircissements, par M. Reinaud, Paris, Imprimerie royale, 1845, 2 vol in-12, (3)-clxxx-154 pp. / 105 pp. et 202 pp. de texte arabe.

[13] WHITEHOUSE, D., « Siraf : A Medieval Port on the Persian Gulf », *World Archeology*, vol. 2, n°2, October 1970, pp. 146.

[14] GROUSSET, René, *La Chine et son art*, Paris, Plon, 1951, p. 152.

entre les ports de Canton en Chine et de Sîrâf en Iran, sur les bords du golfe Persique. La première description de la ville de Canton dans les sources islamiques -en l'occurrence le *Akhbar as-Sîn wa-l-Hind (Documents sur la Chine et l'Inde)*[15] daté de 851- est ainsi attribuée à Suleyman, un marchand persan. Mais le sac de Canton en 879 par les troupes de *Huang Chao* (黄巢, ?-884) au cours duquel une population de musulmans, de juifs, de chrétiens et de « mages » évaluée à 120 000 personnes par Abu Zayid de Sîrâf est passée par le fil de l'épée, les révoltes d'esclaves africains (Zanj) à Bassora et le tremblement de terre qui détruit Sîrâf en 977 ralentissent un moment le commerce entre la Chine et le golfe Persique sans cependant le faire disparaître. Sous la dynastie *Song* (宋, 960-1280) puis la dynastie mongole des *Yuan* (元, 1279-1368), les ports les plus actifs pour le commerce entre la Chine et l'Iran seront *Quanzhou* (泉州) côté chinois -le *Zaytun* des sources arabes et persanes[16], situé sur les côtes de la province du *Fujian*[17]- et Sîrâf puis Kish dans le golfe Persique côté iranien[18] ainsi que le port de Suhar en mer d'Oman. *Quanzhou* comptera pour sa part une importante population musulmane où les Persans semblent avoir été les plus nombreux[19]. Ces contacts commerciaux facilitent les échanges culturels. L'importation de céramiques chinoises stimule ainsi la création et influence dès le IXe siècle l'essor de la céramique islamique, y compris en Perse. Dans l'autre sens, la Perse fournira des idées et des modèles aux potiers chinois ainsi que du minerai de cobalt, dit « bleu des musulmans » (*hui qing*), permettant l'introduction de la couleur bleue dans la céramique chinoise. Cette introduction date de l'époque des *Yuan* au XIIIe-XIVe siècle.

La conquête mongole met en effet en contact direct la civilisation persane et la civilisation chinoise. Dans leurs troupes et leurs administrations, les Mongols utilisent ainsi des Persans en Chine et des Chinois en Perse. En raison de l'alliance qui se met en place entre les deux branches mongoles des toluides -les *Yuan* en Chine et les Ilkhanides en Iran (1256-1335)- face aux autres princes mongols des lignées de Djaghatai et d'Ögödei, les échanges diplomatiques, commerciaux -des vaisseaux chinois fréquentent ainsi Ormuz selon Marco Polo- et artistiques entre la Chine et l'Iran sont constants. Sous Khoubilaï Khan (1260-1295) qui gouverne la Chine entière et est aussi le suzerain effectif de la Perse, ils sont particulièrement intenses. Pour lui, les khans de Perse comme Hülegü (1256-1265), Abaqa (1265-1281) ou Arghoun (1284-1291) ne sont que de simples *ilkhans*, des khans subalternes, des gouverneurs de rang élevé qui reçoivent de lui l'investiture et restent également en contact avec lui. Un représentant officiel permanent de Khoubilaï Khan, le mongol Bolod, séjourne d'ailleurs en Iran à partir de 1286. Il y restera même après la disparition du Grand Khan et y mourra en 1313. Le *Yuanshi* (*l'Histoire des Yuan*) signale pour sa part des ambassades envoyées auprès du Grand Khan qui réside à Kanbalïq (Pékin) par les Ilkhanides en 1298, 1312 et 1332. Jusqu'à la fin du règne de ces deux dynasties, les relations entre les deux cours apparentées resteront excellentes et les échanges incessants. Le fait que le persan soit considéré dans l'administration des *Yuan* comme une des trois langues officielles, à côté du chinois et du mongol, démontre l'importance du rôle des persanophones en Chine pendant cette période. Dans l'autre sens, au XIVe siècle, on trouvait des quartiers chinois dans le grand centre cosmopolite qu'était Tabriz à l'époque. Outre le commerce, les échanges artistiques mais aussi culturels sont intenses pendant la période mongole. Des érudits musulmans transmettent ainsi en

[15] Voir *Relation de la Chine et de l'Inde : rédigée en 851*, texte établi, traduit et commenté par Jean Sauvaget, Paris, Les Belles lettres, 1948, xli-79p.

[16] Voir la description de Ibn Battûtâ, *Voyages et périples* dans *Les voyageurs arabes*, Ibn Fadlân, Ibn Jubayr, Ibn Battûta et un auteur anonyme, textes traduits, présentés et annotés par Paule Charles-Dominique, NRF, Gallimard, Bibliothèque de La Pléiade, Paris, 1995, pp. 980 et ss.

[17] Voir *The emporium of the world : maritime Quanzhou, 1000-1400*, edited by Angela Schottenhammer, Leiden, Boston, Brill, 2001, xi-449p.

[18] Kish va supplanter Sîrâf. Il sera particulièrement actif entre 1292 et 1330 avant d'être lui-même conquis au XIVe siècle par Ormuz. Ormuz sera jusqu'à l'invasion portugaise, le plus grand centre commercial du golfe Persique. Voir concernant le port de Kish voir WHITEHOUSE, D., « Maritime trade in the Gulf : the 11th and 12 th centuries », *World Archeology*, vol. 14, n°3, February 1983, pp. 328-334.

[19] Un nombre important des interlocuteurs que rencontre Ibn Battûtâ lors de son séjour à Zaytun sont originaires de Perse comme par exemple le chef de la communauté musulmane de Zaytun, Kamâl ad-dîn Abd Allah-al-Isfahânî ou un marchand important comme Sharaf ad-dîn at-Tabrîzî. En outre, parmi les 25 pierres tombales contenant des *nisbas* découvertes à Quanzhou, 19 se réfèrent ainsi à la Perse ou à des villes de Perse. Ailleurs dans le sud de la Chine (Guangzhou, Fuzhou, Hangzhou, Yangzhou), les Perses semblent également avoir été nombreux. Voir les travaux de Chen Dasheng cités dans CHAFFEE, J., « Diasporic Identities in the Historical Development of the Maritime Muslim Communities of Song-yuan China », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, vol. 49, n°4, 2006, p. 415.

Chine des savoirs liés à l'alchimie arabe et perse, aux mathématiques, à la médecine, à la pharmacologie alors que des traités chinois d'anatomie ou de pharmacologie sont traduits en persan. Astronomes et astrologues chinois travaillent aux côtés du grand savant persan, Nasir al-Din Tusi (1201-1274), dans l'observatoire que Hülegü fait établir en 1261 dans sa capitale de Marâgha (Iran) et l'historien persan Rashid ad-Din (1247-1318) travaillant à la cour des Ilkhanides est aidé pour la partie de son œuvre -*Jami al-tawarikh (Histoire universelle)*- touchant à l'histoire de la Chine par des informateurs chinois et mongols présents à la cour de Perse. Il fera connaître au monde musulman la médecine chinoise et la xylographie inventée en Chine. A l'époque mongole, les influences réciproques des peintures chinoise et persane sont également très importantes, par exemple avec l'introduction de motifs chinois dans l'illustration des manuscrits en Perse ou avec le développement de la couleur dans la peinture chinoise sous l'influence de la Perse.

La disparition de la dynastie mongole en Perse en 1335 et l'expulsion des Mongols de Chine en 1368 ne met pas fin aux relations entre les deux pays. Les *Ming* (**明**, 1368-1644) continuent à entretenir des relations diplomatiques et commerciales suivies avec les nouveaux maîtres de l'Iran : d'abord avec Tamerlan puis avec ses descendants, les Timourides et ensuite avec la dynastie des Safavides (1501-1722). Le premier empereur de la nouvelle dynastie *Ming*, *Hongwu* (**洪武**, 1328-1398), est ainsi très soucieux d'établir des contacts diplomatiques avec Tamerlan (1336-1405) qui s'est taillé un vaste empire en Asie, empire auquel l'Iran est incorporé progressivement à partir de 1381. Une ambassade envoyée à la cour de Tamerlan est mentionnée dans les sources chinoises en 1395. Elle visitera ses domaines dont Tabriz, Ispahan et Shiraz mais ne pourra cependant regagner la Chine qu'en 1407, après la mort de ce dernier. Sur le plan du commerce, après les troubles qui accompagnent en Chine la fin de la dynastie des *Yuan*, les contacts entre la Chine des *Ming* et la Perse s'intensifient à l'occasion des expéditions maritimes de l'amiral *Zheng He* (**鄭和**, 1371-1434). Ce dernier qui est un musulman du Yunnan, recrute pour ses sept expéditions qui s'étendent entre 1405 et 1433 des marins et des interprètes dans la communauté musulmane de *Quanzhou* qui compte de nombreux Persans. Sa flotte abordera à plusieurs reprises à Ormuz. Sous les *Ming*, la céramique chinoise continue d'être exportée en Perse alors que le minerai de cobalt iranien arrive en Chine avec il est vrai des périodes d'interruption. Dans la lignée des *Yuan*, les *Ming* continuent également à promouvoir la formation d'interprètes de persan à travers le bureau des traductions, le *Si Yi Guan (Le Bureau pour les quatre Nations Barbares)*[20]. Les échanges diplomatiques, le commerce et les échanges culturels se maintiennent aussi au XVe siècle entre les *Ming* et les Timourides, les descendants de Tamerlan, qui dominent alors l'Iran. Un envoyé chinois, *Chen Cheng* se rendra à trois reprises en Asie centrale (1413,1416,1420) où il visitera la cour timouride d'Hérat et Samarcande. Une ambassade envoyée par Shah Roukh (1377-1447) depuis Hérat séjourne également en Chine entre 1419 et 1422. En route, elle rencontre des ambassadeurs de Shiraz et d'Ispahan se rendant également à la cour des *Ming*. Plus tard, les *Ming* et les Timourides échangent encore des ambassades selon les sources chinoises (le *Mingshi*, *L'Histoire des Ming*) jusqu'au milieu du XVe siècle. Des ambassades venues de Perse continuent également à se rendre directement en Chine. Le *Mingshi* signale ainsi des envoyés venus d'Ispahan en 1431 et 1483. Malgré la montée en puissance des Occidentaux dans les circuits commerciaux, les échanges entre la Chine et la Perse vont perdurer non seulement sous les *Ming* mais aussi sous la dynastie mandchoue des *Qing* (**清**,1644-1911). Des marchands persans sont présents en Chine. Le *Khitai Nameh* rédigé en persan en 1516 par un marchand décrit par ainsi son voyage et son séjour dans le nord de la Chine. Du côté chinois, le *Xiyu tudi renwu lue* rédigé au cours de l'ère *Jiajing* (**嘉靖**, 1522-1566) donne des informations oro-hydrographiques, mais aussi sur les populations et les produits de pays du Moyen-Orient dont l'Iran. Cette source laisse penser que des relations se sont donc bien maintenues entre la Chine

[20] Voir LIU, Yinsheng, « Governement-sponsored Persian education in China between 13th and 18th centuries dans *Iran : Questions et connaissances. Actes du IVe congrès européen des études iraniennes, organisé par la Societas Iranologica Europaea, Paris, 6-10 septembre 1999*, vol. II : *Périodes médiévale et moderne*, Maria Szuppe, éd., Paris, Peeters/AAEI, 2002, pp. 267-284. (*Studia Iranica*, Cahier n° 26).

des *Ming* et la Perse des Safavides. Sous les Safavides (1501-1722), notamment sous Shah Abbas (1588-1629), des marchands chinois fréquentent Ispahan. La Chine exporte de nombreuses porcelaines vers la Perse. Une grande partie de la production de céramiques « bleu et blanc » des Safavides s'inspire par exemple de motifs chinois. Sous les Qadjar (1779-1924), la Chine continue à produire des porcelaines –parfois des commandes- spécifiquement pour le marché iranien. Elles comportent par exemple des dédicaces en persan ou des représentations se rapportant à des souverains Qadjar comme Fath 'Ali Shah ou Nasir al-Din Shah, ou encore des bénédictions invoquant l'imam Ali. Des marchands persans sont également présents en Chine. Un marchand persan originaire de Shiraz, Haji Zein-al-Abedin, actif vers 1850, possédait ainsi une manufacture à Canton[21]. Il s'était semble-t-il spécialisé dans les exportations des porcelaines chinoises produites pour le marché moyen-oriental. Plus tard, Mohamed 'Ali al-Husayni (1823-1896), un cousin du Bab -le fondateur du Bahá'ísme -, s'établira à Shanghai d'où il exportera également de la porcelaine vers l'Iran. Ce dernier a également visité Hong Kong en 1883 et 1896. L'utilisation du persan se maintient aussi en Chine dans les communautés musulmanes chinoises (les Hui) sous les *Qing* et au-delà. Le persan a aussi continué à être enseigné dans des écoles musulmanes en Chine sous les *Qing*, puis sous la République de Chine et enfin en République populaire de Chine. Un centre de recherche sur la culture persane a d'ailleurs été établi à l'université de Pékin en 1990. A la fin du XVIIe siècle, des érudits musulmans chinois rédigeront certaines de leurs oeuvres en persan. Dès auteurs musulmans chinois comme *Ma Zhu* (馬注, 1640-1711), *Liu Zhi* (劉智,1664-1730), *Ma Fuchu* (馬复初, 1794-1863), *Ma Lianyuan* (1841-1895), *Ha Dechen* (1887-1943) et *Wang Jingzhai* (王静斋 1879-1948) traduiront également des œuvres persanes en chinois. Pendant la période mandchoue, un certain nombre de classiques étudiés dans les madrassas relevaient également de la littérature persane comme le *Golestan* de Saadi (1184-1283) ou des commentaires de Djâmi de Hérat (1414-1492). L'influence du soufisme iranien sur l'islam chinois doit également être souligné. Parmi les textes principaux de la tradition sapientiale de l'islam chinois, on trouve ainsi le *Lawami'* de Djâmi de Hérat paraphrasé en chinois par un célèbre ouléma de la fin des *Ming* et du début des *Qing*, *Liu Zhi* (劉智 1664-1730)[22]. Comme cette rapide esquisse le démontre, les relations entre la Chine et l'Iran ont une profondeur historique, une complexité et une richesse considérables bien que souvent insoupçonnées des observateurs occidentaux. Ce fait n'est pas sans conséquence. Le regard posé de part et d'autre est souvent plutôt positif en raison de ces interactions de longue durée. Chacune des parties dispose ainsi d'un « capital de sympathie » de la part de l'autre. Ces « relations particulières » entre la Chine et l'Iran constituent un socle non négligeable sur lequel les diplomates et les hommes politiques des deux pays peuvent s'appuyer pour créer une atmosphère positive et progressivement mettre en place des liens entre leurs deux États. Bien entendu, ce facteur ne doit pas être surestimé. Pourtant, à l'époque contemporaine, les deux parties n'ont pas manqué de l'activer pour créer ou renforcer une dynamique de rapprochement. L'essor progressif des relations sino-iraniennes depuis la fin des années 50 s'est effectivement appuyé sur ce socle -quel que soit le régime, ce qui montre bien sa pertinence- et il est sans aucun doute bien malavisé de le négliger.

La période du Shah[23]

[21] D'après NADLER, D., « Chinese export porcelain with Arabic inscriptions », *Antiques*, January 3, 2000.

[22] Voir MURATA, Sachiko, *Chinese gleams of sufi light : Wang Tai-yü's Great learning of the pure and real and Liu Chih's Displaying the concealment of the real realm*, with a new translation of Law□ 'ih from the Persian by William C. Chittick, with a foreword by Tu Weiming, Albany, N.Y., State University of New York Press, 2000, xiv-264p.

[23] Cette partie historique et les suivantes s'appuient essentiellement sur MOHAJER, Parviz, « Diplomatic and commercial relations with persia, 1328-69/1949-90 » dans « Chinese-Iranian Relations », *Encyclopædia Iranica*, op. cit. (en ligne : *www.iranica.com*); ABIDI, Aqil Hyder Hasan, *China, Iran, and the Persian Gulf*, New Delhi, Radiant, 1982, xi-325p. et la récente étude de John W. Garver, GARVER, J.W., *China and Iran. Ancient Partners in a post-imperial world*, University of Washington Press, Seattle, London, 2006, 400p.

A l'époque contemporaine, malgré des caractéristiques facilitant le rapprochement entre les deux pays, à savoir les liens civilisationnels forts dans la longue durée historique que nous venons d'évoquer, une « mémoire historique » positive puisqu'il n'y a jamais eu de conflit entre les deux empires en 2000 ans d'histoire, et enfin des caractéristiques communes : deux pays en développement, victimes de l'impérialisme occidental à partir du XIXe siècle, en même temps que de très anciennes civilisations conscientes de leur grandeur historique, les rapports politiques entre l'Iran et la République populaire de Chine ont cependant mal débuté. L'alliance idéologique et politique formée en 1950 entre le nouvel État chinois et de l'Union soviétique est mal perçue par le Shah qui craint l'essor du communisme et la considère donc comme contraire aux intérêts nationaux et à la sécurité de l'Iran. Le monarque iranien décide donc de différer la reconnaissance diplomatique de la République populaire. Cette position lui vaut l'hostilité de Pékin. Cette dernière accorde son soutien au gouvernement de Mohammad Mossadegh dans le bras de fer qui l'oppose au Shah en 1951. L'anti-impérialisme amène également les autorités communistes chinoises à soutenir la politique de nationalisation de l'industrie pétrolière menée par le Premier ministre iranien au détriment de l'Anglo-Iranian Oil Company. Dans ce contexte, l'éviction de Mohammad Mossadegh en 1953 et le retour du Shah avec l'appui de l'administration américaine sont dénoncés par la diplomatie chinoise. Par la suite, les autorités chinoises n'hésitent pas à critiquer les liens entre Washington et Téhéran et à vilipender le régime du Shah, qu'elles présentent comme réactionnaire mais aussi comme un instrument de l'impérialisme américain au Moyen-Orient. Pékin critique également en 1955 l'adhésion de Téhéran au pacte anticommuniste de Bagdad. De son côté, l'Iran, toujours très proche de Washington, décide également d'établir des relations diplomatiques avec Taipeh en 1956. Ce choix est condamné par les autorités chinoises. Les relations entre les deux pays sont donc empruntes d'une certaine inimitié jusqu'à la fin des années 50. Dès la fin de cette décennie pourtant, la République populaire fait des ouvertures à Téhéran. Un certain nombre de facteurs explique la tendance au rapprochement qui se dessine entre les deux pays à ce moment et qui se concrétise en août 1971 par l'établissement de relations diplomatiques entre le régime du Shah et la République populaire. Le premier facteur est stratégique. Il s'agit des inquiétudes communes de la République populaire et de l'Iran face à la puissance soviétique. Ce facteur « soviétique » va jouer un rôle fondamental dans les liens sino-iraniens jusqu'aux années 80. Dans le contexte du schisme sino-soviétique, Pékin est très intéressé par une coopération active avec Téhéran tournée contre l' « hégémonisme » de Moscou alors que Téhéran cultive ses relations avec la République populaire surtout pour amener l'URSS à modérer sa politique à son égard, notamment à limiter ses relations avec l'Irak, en laissant planer la possibilité d'une entente américano-irano-chinoise. Vu de Téhéran, les relations sino-iraniennes restent subordonnées aux relations irano-soviétiques qui demeurent fondamentales pour le Shah. Dans ses relations avec Pékin, Téhéran doit ainsi rester prudent et éviter de provoquer une réaction violente de Moscou. Outre ce facteur soviétique, Pékin et Téhéran partagent également une inquiétude commune face à la montée en puissance de l'Inde avec l'assistance soviétique et à la politique indienne à l'égard du Pakistan au début des années 70. Le climat international est aussi favorable au développement de leurs relations. Alors que Téhéran a développé dans les années 60 une politique étrangère plus indépendante et a pris quelques distances avec Washington tout en restant cependant très pro-américain, la détente dans les relations sino-américaines au début des années 70 -H. Kissinger s'est en effet rendu en voyage secret à Pékin en juillet 1971- facilite le rapprochement entre Téhéran et Pékin. A cela, il faut ajouter le fait que les décideurs chinois ont progressivement reconnu le poids de l'Iran comme acteur régional de premier plan dans le Golfe et au Moyen-Orient -de même d'ailleurs que les décideurs iraniens qui ont parallèlement reconnu le poids régional de la Chine- et considéré qu'il était de leur intérêt de mettre en place des relations stables de coopération avec un tel État. En outre, le rôle « anti-hégémonique » joué par l'Iran au sein de l'OPEP face aux compagnies pétrolières occidentales est apprécié par Mao Zedong.

En raison de la conjonction de ces facteurs, au début des années 70, les rapports bilatéraux se développent rapidement. Le premier ambassadeur chinois en Iran entre en fonction en avril 1972 et le premier ambassadeur iranien en Chine arrive à Pékin en décembre 1973. Dans l'intervalle, en juin 1973, le ministre chinois des affaires étrangères, Ji Pengfei, se rend en voyage officiel en Iran où il est reçu par le Shah. Les échanges de responsables de haut rang se multiplient par la suite. Les relations commerciales, autorisées depuis 1966 -entre 1966 et 1970, l'Iran exporte cependant exclusivement du pétrole vers la République populaire-, s'intensifient après 1971. Les deux pays mettent en place une liaison aérienne directe entre leur capitale respective et ébauchent également des liens dans les domaines culturels, éducatifs, et en matière de coopération technique. Sur le plan politique, la République populaire soutient le renforcement du rôle régional de l'Iran après le retrait britannique du golfe Persique en 1971. Dès 1969, le Shah a en effet fait part de ses ambitions à l'égard du Golfe. Il a déclaré que la sécurité du golfe Persique devait être assurée par les États riverains de cette région, c'est-à-dire sans la présence des superpuissances, un objectif que Pékin soutient dès 1973. La première déclaration chinoise dans ce sens date en effet du voyage de Ji Pengfei en juin de cette année. Cette position de la Chine a été maintenue malgré les changements de contexte dans la région jusqu'à aujourd'hui. Il s'agit d'un élément fondamental des relations bilatérales sino-iraniennes. Il répond à une vision commune d'un ordre international post-domination occidentale. Outre l'accroissement du rôle régional de l'Iran, la République populaire soutient également les initiatives iraniennes en matière de médiation entre l'Inde et le Pakistan, ainsi qu'entre le Pakistan et l'Afghanistan. Du côté iranien, les relations établies avec Pékin dès 1971 permettent au régime du shah de montrer à son opinion publique son indépendance et lui offre également un levier dans ses relations avec Washington. La disparition de Zhou Enlai et de Mao Zedong en 1976 ne remet pas en cause les liens tissés entre les deux pays. La République populaire depêche d'ailleurs une délégation à Téhéran en novembre 1976 pour assurer le Shah de la continuité de la politique étrangère de Pékin à l'égard de l'Iran. L'accroissement de l'influence soviétique dans la Corne de l'Afrique, au Yémen et en Afghanistan à la fin des années 1970 pousse d'ailleurs Pékin et Téhéran à les approfondir.

La révolution islamique

A l'occasion de la crise qui secoue l'Iran en 1979, les responsables chinois évaluent cependant mal la situation. Malgré le contexte politique difficile, le président Hua Guofeng effectue une visite à Téhéran à la fin du mois d'août 1978. Dans ses mémoires, le Shah interprète cette rencontre avec le dirigeant chinois, la dernière visite qu'un chef de gouvernement lui rend dans sa capitale, comme un soutien de Pékin à sa politique[24]. Les autorités chinoises essaieront de soutenir -au moins moralement- le Shah en condamnant par exemple la manifestation de septembre 1978. Lorsque la révolution balaie le régime quelques mois plus tard, les dirigeants chinois sont donc pris de court. Tout en reconnaissant les causes internes de la révolution, ils mettent l'accent sur le rôle joué par la rivalité américano-soviétique dans les événements iraniens et surtout sur le rôle des Soviétiques dans le développement du processus révolutionnaire[25]. Dans ces conditions et vu le soutien antérieur apporté par Pékin au régime du Shah, la nouvelle République islamique proclamée en février 1979 est très réservée à l'égard de la Chine. L'ayatollah Khomeiny a lui-même une image négative de la Chine communiste et « athée ». Etant donné ces éléments auxquels il faut ajouter la situation politique interne troublée de l'Iran, les relations bilatérales entre Pékin et le nouveau régime vont être troublées pendant environ deux ans. En juillet 1979 -soit 5 mois après l'établissement de la République islamique-, les relations entre Pékin et le nouveau régime islamique commencent pourtant à prendre une allure normale. La République populaire a en effet exprimé son désir de rétablir des relations amicales avec Téhéran

[24] Dans PAHLAVI, M.-R., *Réponse à l'Histoire*, Paris, Albin Michel, 1979, p. 190.
[25] Voir *Beijing Information*, 16 avril 1979.

alors que le régime islamique, par une habile mise en scène, a de son côté dédouané Pékin de son soutien antérieur au régime du Shah, ce qui facilite la reprise des contacts[26]. Mais la crise des otages de l'ambassade américaine qui éclate à partir du 4 novembre 1979 complique ce processus. Pékin s'inquiète de l'anti-américanisme virulent de la République islamique et craint que Moscou ne tire profit de la dégradation des relations entre Téhéran et Washington pour accroître son influence sur le nouveau régime. Prudente, la Chine conserve donc un profil bas dans la crise des otages, et essaye de ménager à la fois ses relations avec les États-Unis et avec le régime islamique[27]. De même, inquiètes des conséquences de la politique américaine et d'un possible rapprochement entre le nouveau régime iranien et l'URSS, les autorités chinoises déplorent l'adoption par Washington de sanctions économiques à l'égard de Téhéran ainsi que la tentative avortée de l'armée américaine pour libérer les otages détenus en Iran[28]. Plus tard, la République populaire s'abstient également de condamner la répression des communistes iraniens de tendances maoïstes entreprise par le nouveau régime islamique. En dépit de leurs divergences idéologiques profondes, les facteurs stratégiques à savoir l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS et surtout la guerre déclenchée en septembre 1980 entre l'Iran et l'Irak ainsi que des facteurs idéologiques à savoir l'adoption d'une nouvelle orientation de la politique étrangère chinoise -la République populaire se démarque davantage des États-Unis- offrent à Téhéran et à Pékin une occasion de relancer leurs relations.

Les années 80 : le rétablissement de la coopération sino-iranienne

Les contacts bilatéraux reprennent à partir de février 81 avant de s'intensifier à partir de 1985 jusqu'à la fin de la décennie. L'isolement international du régime iranien, ainsi que les difficultés militaires auxquelles il est confronté dans la guerre face à l'Irak poussent Téhéran à rechercher des appuis. Le rétablissement de liens avec Pékin va lui permettre de réduire quelque peu son isolement, d'acquérir les équipements militaires dont il a besoin face à Bagdad et enfin, va lui offrir à certaines occasions un soutien moral de la République populaire devant les instances de l'ONU. Vu du côté chinois, les besoins en armement de Téhéran constituent une opportunité pour rebâtir des relations de coopération stable avec l'Iran mais aussi une opportunité commerciale non négligeable. Malgré son intérêt à long terme à cultiver des relations avec l'Iran en tant que puissance régionale, Pékin reste cependant prudente. Elle est particulièrement attentive à ce que l'essor de ses relations avec la République islamique d'Iran ne mette pas en péril ses liens avec les États-Unis. Cette limitation reste une constante de la politique chinoise jusqu'à aujourd'hui. Les relations sino-iraniennes demeurent en quelque sorte subordonnées *in fine* aux relations sino-américaines qui sont fondamentales pour la modernisation de la Chine qui est le premier objectif de la politique chinoise depuis le lancement des réformes économiques par Deng Xiaoping en 1979. En dépit de cette limite, Pékin va trouver le moyen d'être particulièrement utile à Téhéran au cours de la décennie 80. C'est ainsi qu'elle va mettre en place avec la République islamique une coopération substantielle dans les domaines de l'armement et du nucléaire.

Dans le domaine de l'armement, pendant la guerre Iran-Irak, Pékin prend l'initiative de vendre des armes à l'Iran par l'intermédiaire de la Corée du Nord. Ses intérêts sont économiques mais aussi politiques. Il s'agit en effet d'acquérir de l'influence en Iran. Malgré de nombreuses pressions de Washington -pressions considérées par les dirigeants chinois comme autant de

[26] Pour l'épisode des « regrets » de Hua Guofeng pour sa visite au Shah et le « pardon » subséquent accordé par la République islamique, voir DJALILI, M.-R., *Diplomatie islamique*, Stratégie internationale du khomeynisme, PUF, 1989, pp. 150-151.
[27] Détails de la position chinoise dans *Idem*, pp. 151-152.
[28] Voir *Beijing information*, 5 mai 1980.

manifestations de l'hégémonisme américain et que Pékin va d'ailleurs rejeter-, pendant la décennie 80, Pékin maintient ses exportations d'armes conventionnelles en direction de l'Iran, assure la formation de certains militaires iraniens et aide également la République islamique à développer des capacités de production indigène dans le domaine de l'armement –notamment par l'envoi de spécialistes-. Malgré un ralentissement dans les années 1990, Pékin reste d'ailleurs aujourd'hui le second fournisseur d'armement conventionnel de l'Iran, loin cependant derrière la Fédération de Russie. Outre ses ventes directes d'armes conventionnelles et la mise en place d'une assistance dans le secteur chimique souvent à double usage au cours de la décennie 90, dès les années 80, la République populaire a apporté à Téhéran une assistance importante dans le domaine des missiles. L'aide chinoise à l'Iran s'est concentrée dans plusieurs domaines : 1°) une assistance technique au programme iranien de développement des missiles balistiques par la livraison de composants, le transfert de technologies sensibles et l'assistance à l'acquisition, à la mise en place et au développement de capacités de production indigène; 2°) l'exportation directe de missiles balistiques complets à l'Iran; et 3°) l'assistance dans le domaine de la défense côtière par la fourniture de missiles de croisière antinavires et de technologies relatives à ce type d'armement[29]. Dans ce dernier domaine, la République populaire a par exemple fourni directement des missiles « Silkworms » à Téhéran à la fin de l'année 1986. Après la guerre Iran-Irak, ce type de coopération s'est maintenu. La République islamique le considérait comme prioritaire pour assurer sa sécurité face aux pressions américaines, ce qui a permis à Pékin d'engranger autant de bénéfice en termes d'influence politique. Dans les années 90, la République populaire va ainsi vendre à Téhéran des missiles de croisière antinavires sol-mer de type C-801 et C-802 -un modèle chinois basé sur l'Exocet français modifié par les ingénieurs de Pékin- et aussi l'aider à mettre en place des capacités de production indigène afin d'assurer l'autonomie de la République islamique dans ce domaine et d'accroître ses capacités de défense. L'Iran fabrique ainsi aujourd'hui le missile indigène « Noor » qui est basé sur le C-802 chinois. C'est ce type de missile qui a été utilisé par le Hezbollah contre la marine israélienne au Liban en juillet 2006.

Cependant, sous les pressions américaines, en septembre 1997, le ministre chinois des affaires étrangères, Qian Qichen, s'est officieusement engagé auprès de Madeleine Albright, à arrêter les ventes des missiles de croisière chinois à l'Iran. Cet engagement incluait également semble-t-il les technologies de production de ce type de missile. En janvier 1998, le Secrétaire d'état à la défense américain, William Cohen, a par ailleurs reçu l'assurance personnelle du Président chinois Jiang Zemin et du ministre chinois de la défense, Chi Haotian, que la Chine avait arrêté tous les transferts des missiles de croisière antinavires à l'Iran, et que Pékin n'aiderait pas Téhéran à améliorer son armement dans ce domaine. Malgré cet engagement, l'Iran a semble-t-il continué à bénéficier de l'assistance chinoise. En avril 2006, Téhéran a ainsi testé au cours de manœuvres militaires destinées à montrer ses capacités de défense aux Occidentaux dans le cadre de la crise du nucléaire, un missile de croisière antinavire indigène baptisé « Kosar » ou « SL-10 ». Or, d'après les experts, ce dernier est basé sur le C-701, un missile anti-navire chinois guidé par radar que le fabriquant -en l'occurrence la *Zhongguo jingmi jixie jinchukou gongsi (China Precision Machinery Import-Export Corp.* ou CPMIEC)- n'a présenté au public qu'en novembre 2004[30]. Il est difficile de dire en l'état de l'information si ce missile a été directement livré par l'entreprise chinoise ou si il a été assemblé en Iran. Dans les deux cas cependant, la coopération de certaines personnes en Chine peut-être difficilement niée. Les États-Unis ont par ailleurs été amenés à sanctionner à plusieurs reprises des firmes chinoises entre 1997 et 2006[31], en raison de la poursuite de ventes de

[29] Voir par exemple « China's Missile Exports and Assistance to Iran », *Nuclear Threat Initiative*, August 25, 2003 (http://www.nti.org/db/china/miranpos.htm)

[30] « Iran acquires additional Chinese missile technology », *Aviation Week and Space Technology*, April 10, 2006.

[31] Voir les sanctions prises par Washington contre différentes compagnies chinoises entre 1997 et 2006 pour exportation de matériels sensibles dans « US Arms Control/Nonproliferation Sanctions Against China », *Nuclear Threat Initiative*, July 31, 2003 (*www.nti.org/db/china/sanclist.htm);* DINMORE, G., « US Imposes New Sanctions on China », *Financial Times*, May 22, 2003; SAUNDERS, P. C., LIEGGI, S. C., « What's Behind U.S. Nonproliferation Sanctions Against Norinco ? », *CNS, Monterey Institute for International Studies*, May 30, 2003

matériels sensibles à l'Iran dans le secteur des missiles. Récemment, en juin 2006, quatre compagnies chinoises –la *Beijing Alite Technologies Company Ltd.* (ALCO); la *LIMMT Economic and Trade Company Ltd.*; la *China Great Wall Industry Corporation* (CGWIC) et la *China National Precision Machinery Import/Export Corporation* (CPMIEC)- ont encore été sanctionnées par le Trésor américain. La poursuite de ces relations entre l'Iran et la République populaire s'explique en partie par les intérêts économiques de sociétés chinoises incriminées. Mais le doute subsiste dans l'esprit de certains observateurs quant à de possibles arrière-pensées au sein du pouvoir chinois en raison du fait que certaines de ces sociétés -comme la *Zhongguo Beifang gongye gongsi* (Norinco), la *Zhongguo Changcheng gongye gongsi* (CGWIC) ou la *Zhongguo jingmi jixie jinchukou gongsi* (CPMIEC)-, restent très proches des autorités chinoises et qu'en outre Pékin ne semble pas toujours avoir été très pressée de limiter ce type d'activités[32]. Quoi qu'il en soit, manque de volonté, corruption ou incapacité des autorités chinoises de contrôler les activités de leurs sociétés, vu du côté du régime iranien, les liens avec la République populaire ont offert des bénéfices importants dans le domaine de l'armement et des missiles en particulier. Malgré les pressions américaines continues et les mesures adoptées par les autorités chinoises en matière de non-prolifération et de contrôle des exportations de matériels sensibles, l'Iran a réussi à maintenir jusqu'à présent certaines relations de proximité avec ses fournisseurs chinois, pour son plus grand bénéfice[33].

A partir de 1985, Téhéran et Pékin développent également une discrète coopération dans le domaine nucléaire[34]. Pékin ne reconnaîtra publiquement sa coopération avec la République islamique dans ce domaine qu'en 1991. Face à l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak contre les troupes iraniennes, il semble que l'ayatollah Khomeiny ait cherché à réactiver le programme nucléaire iranien lancé par le Shah et qu'il ait envisagé de doter la République islamique de l'arme nucléaire[35]. Mais Téhéran n'a pas la capacité de développer elle-même cette technologie et est en outre isolée sur la scène internationale. La République populaire apparaît donc à ce moment aux yeux du régime islamique iranien comme un fournisseur possible de savoir-faire et de technologies nucléaires. Pour la République populaire de Chine, l'intérêt de ce type de coopération est d'abord économique. Mais ce n'est pas tout. Sur le plan politique, Téhéran considère ce domaine de coopération comme très important et la coopération de la Chine est donc très appréciée, ce qui rend Pékin précieux aux yeux iraniens et accroît d'autant son influence auprès du régime islamique. Sur le plan idéologique, on peut aussi penser que certains en République populaire ont considéré ce type de coopération comme une forme de résistance à l'hégémonisme occidental. Au moment du lancement de cette coopération, la non-proliferation était en effet encore considérée en Chine comme un produit de cet hégémonisme. Enfin, pour certains décideurs chinois, sur le plan géopolitique, la coopération nucléaire avec l'Iran servait aussi à renforcer un État opposé à Washington dans une région vitale pour les États-Unis. Il s'agissait donc de détourner l'attention américaine vers le Moyen-Orient au détriment du théâtre est-asiatique qui intéressait en priorité Pékin. A cette période, la République populaire de Chine n'était par ailleurs pas non plus un pays importateur de pétrole. D'éventuelles tensions au Moyen-Orient risquaient donc de n'avoir que peu de conséquences pour elle.

(*cns.miis.edu/pubs/week/030530.htm*) et « U.S. Catches China Transferring WMD Tech to Iran », *World Tribune.com*, March 15, 2005; MORSE, J., « U.S., Chinese Companies Sent Missile Parts to Iran, Treasury Says », *The Washington File*, June 13, 2006.

[32] Voir à ce propos les déclarations de S. G. Rademaker, vice-secrétaire pour le contrôle des armements au Département d'État américain devant la U.S.-China Economic and Security Review Commission dans Testimony of Stephen G. Rademaker, Assistant Secretary for Arms Control, U.S. Department of State, U.S.-China Economic and Security Review Commission, March 10, 2005 (*www.uscc.gov/hearings/2005hearings/written_testimonies/05_03_10wrtr/rademaker_stephen_wrts.htm*)

[33] Peter W. Rodman, le sous-secrétaire à la defense pour les Affaires de sécurité internationale des Etats-Unis, déclarait encore en septembre 2006 que l'administration américaine était consciente et déplorait le fait que des compagnies chinoises « *ont aidé l'Iran à progresser dans son objectif de devenir autosuffisant dans le domaine de la production des missiles balistiques* » dans **«** China's Proliferation to North Korea and Iran, Its Role in Addressing the Nuclear and Missile Situations in Both Countries **»**, Prepared Statement of The Honorable Peter W. Rodman, Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs, Before the U.S.-China Economic and Security Review Commission, September 14, 2006.

[34] « China's Nuclear Exports and Assistance to Iran », *Nuclear Threat Initiative*, September 23, 2003 (http://www.nti.org/db/china/niranpos.htm)

[35] Voir détails dans CORDESMAN, A. H., AL-RODHAN, K. R., *Iranian Nuclear Weapons ? The Threat from Iran's WMD and Missile Programs*, Center for Strategic and International Studies Arleigh A. Burke Chair in Strategy, February 21, 2006, pp. 62 et ss.

La République populaire est ainsi devenue le plus important fournisseur de technologies nucléaires de Téhéran à la fin des années 80 et qu'elle l'est demeurée jusque dans la décennie 90 où la Fédération de Russie a pris le relais. Dès 1984, la République populaire aide le régime islamique à mettre en place un centre de recherche nucléaire à Ispahan. L' *Isfahan Nuclear Technology Center* est inauguré en 1990. Elle fournit à l'Iran divers équipements et plusieurs réacteurs de recherche notamment en 1985 et 1991[36]. Des techniciens chinois assistent la République islamique dans le secteur de l'exploration et de l'exploitation minière de l'uranium mais aussi de la fabrication et du traitement du carburant nucléaire[37]. La République populaire assure la formation de techniciens iraniens spécialisés dans ces domaines en vertu de divers accords de coopération nucléaire signés entre les deux pays[38]. Pékin aide Téhéran à mettre en place près d'Ispahan une usine destinée à produire de l'hexafluorure d'uranium (une coopération interrompue en 1997) et lui fournit de l'uranium. L'Iran a en effet révélé en 2003 qu'il avait importé de l'uranium chinois en 1991, sans le signaler à l'Agence internationale de l'énergie atomique[39]. En février 1993, les deux pays signent enfin un accord pour la mise en place de deux réacteurs nucléaires de 300 MW à Ahvaz. Cet accord sera cependant suspendu en septembre 1995 et annulé en 1997. Entre-temps, en mai 1996, la Chine s'engage auprès des États-Unis à n'assister aucun pays dans la mise en place d'installations nucléaires qui ne seraient pas contrôlées internationalement[40]. Sous la pression américaine, la coopération nucléaire sino-iranienne, de même que les ventes de missiles chinois à la République islamique, prennent officiellement fin en octobre 1997, au moment où le régime chinois donne des garanties écrites aux États-Unis[41]. Les raisons qui ont amené Pékin à interrompre cette coopération avec Téhéran sont multiples. Outre les pressions de Washington pour qu'elle y mette fin, Pékin désirait également obtenir la coopération américaine dans le domaine des centrales électronucléaires. Une telle coopération était difficilement envisageable si la République populaire poursuivait sa coopération nucléaire avec Téhéran. La courbe d'apprentissage des décideurs et des spécialistes chinois en matière de non-prolifération explique également en partie ce choix d'interrompre la coopération nucléaire avec la République islamique. Ces derniers se sont sans doute également rendus compte des avantages de la Chine en tant que membre nucléaire du traité de non-prolifération (TNP) depuis 1992 et de son intérêt à limiter le nombre d'États nucléaires. Le désir de protéger l'image de puissance responsable que la Chine souhaite se donner doit également avoir joué un rôle dans l'adoption de cette décision. Enfin, on peut se demander si certains décideurs en Chine n'en sont pas arrivés à la conclusion que le programme nucléaire iranien n'était pas aussi bénin que Téhéran ne voulait le laisser croire et que, dans ces conditions, la République populaire avait donc tout intérêt à prendre ses distances pour éviter d'être associée voire rendue responsable de développements fâcheux en Iran.

Officiellement en tout cas, la coopération nucléaire sino-iranienne est restée cantonnée au domaine du nucléaire civil pendant toute la période où elle a duré (de 1985 à 1997). La plupart - pas toutes cependant- des activités de coopération avec l'Iran ont été déclarées à l'AIEA dont la République populaire de Chine est membre depuis 1984. Mais la dissimulation des autorités iraniennes face à l'AIEA entre 1985 et 2003 et le précédent irakien où le programme nucléaire de Saddam Hussein a échappé à la vigilance des inspecteurs de l'AIEA, ont amené de nombreux analystes à s'interroger sur la nature réelle de cette coopération. Certains craignent qu'une partie de cette assistance chinoise n'ait été détournée et utilisée par Téhéran pour faciliter la réalisation

---

[36] Liste des équipements fournis à l'Iran par la Chine dans *China's Nuclear Exports and Assistance to the Middle East*, (*www.nti.org/db/china/nmepos.htm*)

[37] CORDESMAN, A. H., AL-RODHAN, K. R., *Iranian Nuclear Weapons ? The Threat from Iran's WMD and Missile Programs*, op. cit., p. 64 et p. 110 et ISENBERG, D., « Nuke : Is Pandora Chinese ? Part 1: The 'arch-proliferator », *Asia Times*, June 23, 2004.

[38] Voir les différents accords conclus entre Pékin et Téhéran entre 1985 et 1993 dans "Nuclear Cooperation Agreements", Nuclear Threat Initiative, (*www.nti.org/db/china/nca.htm*)

[39] Voir DOUGLAS, F., « Iran Closes in on ability to make atomic bomb », *Los Angeles Times*, June 19, 2003.

[40] CORDESMAN, Anthony H., AL-RODHAN, Khalid R., *Iranian Nuclear Weapons ? The Threat from Iran's WMD and Missile Programs*, op. cit., p. 68.

[41] La Chine a promis en 1997 de ne s'engager dans aucune nouvelle coopération nucléaire avec l'Iran mais a ajouté qu'elle complèterait les programmes de coopération déjà engagés, en l'occurrence la mise ne place d'un petit réacteur de recherches scientifiques et d'une usine de production de zirconium à Ispahan. D'après *Idem*, p. 124.

d'un programme nucléaire militaire clandestin. Une hypothèse catégoriquement rejetée par Pékin. Avec la coopération en matière d'armement, la coopération nucléaire sino-iranienne jusqu'en 1997 constitue en tout cas un élément clé des efforts déployés par la Chine pour établir les bases d'un partenariat solide avec l'Iran. A la fin de la décennie 80, la Chine est considérée en Iran comme un partenaire fiable et un interlocuteur privilégié que la République islamique n'hésite pas à consulter à de nombreuses reprises, une position dont Pékin pourra tirer profit après la guerre Iran-Irak en étant choisie comme partenaire économique privilégié pour la reconstruction du pays dans la décennie 90.

Les années 90 : de l'idéalisme au réalisme dans les relations sino-iraniennes

Au début des années 1990, les relations entre la République islamique et la République populaire s'intensifient au point qu'entre 1991-1996, certains auteurs ont évoqué la mise en place d'un véritable « partenariat anti-hégémonique » entre les deux pays. L'intensification des rapports sino-iraniens à ce moment s'explique par une série de facteurs. La fin de la guerre Iran-Irak ouvre en Iran une phase de reconstruction économique qui offre de nouvelles perspectives de coopération avec Pékin. Cette opportunité d'accroître les liens économiques est encore renforcée par les demandes de la population iranienne en faveur d'une amélioration de ses conditions de vie. La mort de l'ayatollah Khomeiny ouvre également une période plus pragmatique dans la politique iranienne. Le choix d'une politique extérieure plus pragmatique par la direction de la République islamique facilite la poursuite du rapprochement avec Pékin. Pour le régime iranien, la Chine est en effet un partenaire de choix. C'est une puissance internationale qui détient un siège permanent à l'ONU en même temps qu'un État en développement, non occidental, qui est en train de réussir son développement économique. La Chine constitue donc une sorte de modèle et, après la chute de l'URSS, c'est aussi le seul contrepoids possible face aux Occidentaux et aux États-Unis en particulier. Par ailleurs, le contexte international est favorable à la poursuite du rapprochement. Les transformations du système international avec la disparition des régimes communistes en Europe de l'Est puis la dissolution de l'URSS ouvrent de nouvelles perspectives de coopération entre les deux pays –notamment en permettant l'établissement de voies de communications directes entre leurs territoires à travers l'Asie centrale indépendante- et permettent aux deux pays de mieux évaluer leurs intérêts communs. Ces transformations inquiètent également fortement la République populaire d'autant qu'elles s'inscrivent dans une période de tensions avec les Occidentaux suite aux événements Tian an Men de juin 1989. Pour rompre son isolement, Pékin cherche notamment à se resserrer ses liens avec les États en développement. Dans ce contexte, l'Iran fait figure de partenaire privilégié. Sur le plan idéologique, Téhéran et Pékin sont en effet tous deux méfiants face à la diffusion des valeurs occidentales et s'opposent à l' « utilisation des droits de l'homme pour s'ingérer dans les affaires intérieures des États ». En outre, la consolidation de la présence américaine dans le golfe Persique à la suite de la guerre du Golfe inquiète aussi bien Pékin -qui devient en plus un état importateur de pétrole en 1993- que Téhéran. Tous deux y voient un renforcement de la puissance hégémonique américaine et un risque de transformation du système international en monde unipolaire dominé par les États-Unis. Ce facteur constitue un puissant élément de rapprochement qui va perdurer jusqu'à aujourd'hui. Sur le plan géopolitique, en renforçant ses liens avec Téhéran, Pékin peut également exercer des pressions sur les États-Unis au cas où ces derniers choisiraient d'adopter une politique anti-chinoise. La carte iranienne peut aussi servir à la République populaire dans toute sorte de marchandage avec Washington. Elle l'a d'ailleurs activée dans les années 90 à propos de Taiwan.

En raison de cette conjonction d'intérêts, le début des années 90 est marqué par un approfondissement de la coopération entre les deux partenaires. Outre le développement d'une rhétorique commune anti-américaine, sur le plan diplomatique, Pékin aide plus concrètement Téhéran à résister aux pressions américaines en démontrant que la République islamique n'est pas isolée sur la scène internationale. La République populaire critique ainsi à plusieurs reprises la politique américaine à l'égard de la République islamique. Elle dénonce les pressions de Washington sur l'Iran ainsi que la politique de sanctions économiques adoptées par l'administration Clinton -notamment la *Loi de sanctions Iran-Libye* (ILSA) adoptée en août 1996 et qui prévoit l'imposition des sanctions à l'encontre de toute compagnie, indépendamment de sa nationalité, qui investit plus de 20 millions de dollars annuellement dans les secteurs des hydrocarbures iraniens-. De plus, les deux pays développent un dialogue stratégique qui se matérialise par de nombreux échanges de hauts responsables au début des années 90. L'ayatollah Ali Khamenei, alors président de la République islamique avant d'en devenir le Guide suprême, accompagné du ministre iranien des affaires étrangères, se rend ainsi dans la capitale chinoise en mai 1989, juste avant les événements du Printemps de Pékin. Après cette visite historique, le ministre chinois des affaires étrangères Qian Qichen (octobre 1989) puis le Premier ministre, Li Peng, font à leur tour le déplacement dans la capitale iranienne (juillet 1991) bientôt suivis par le président chinois Yang Shangkun (octobre 1991). Ensuite, c'est au tour du ministre iranien des affaires étrangères (avril 1992) puis du président Rafsandjani de se rendre dans la capitale chinoise (septembre 1992). Outre cette succession de haut responsables, le dialogue stratégique entre les deux pays se matérialise à travers une identité de vue sur certains sujets comme par exemple leur objection commune au projet pan-turc en Asie centrale ou la mise en place d'une coopération concrète dans le cas de ventes d'armes chinoises au Soudan. L'Iran va ainsi financer des livraisons d'armement chinoises au régime de Khartoum.

La coopération se renforce également dans d'autres secteurs, pendant cette période. Ainsi, un accord sur les échanges culturels, scientifiques et en matière d'éducation est signé entre les deux pays à l'occasion du déplacement de Li Peng à Téhéran en 1991. Les deux pays approfondissent également leur coopération débutée dans les années 80 dans le domaine de l'armement et du nucléaire. A l'occasion de la visite du président Rafsandjani en Chine en septembre 1992, les deux pays signent un important accord portant sur la livraison à l'Iran de deux centrales nucléaires d'une puissance de 300 MW. Cet accord sera cependant gelé en 1995 avant d'être annulé en 1997. Dans le secteur de l'armement, la coopération se poursuit et s'accélère. Pékin vend des munitions à l'Iran en échange de pétrole et apporte son assistance à la modernisation des forces militaires iraniennes notamment dans le secteur des missiles. Cette coopération dans le domaine de l'armement et du nucléaire permet à l'Iran d'acquérir des capacités de productions indigènes. Des progrès importants vers l'autosuffisance sont réalisés pendant cette période, ce qui consolide la puissance de la République islamique et contribue à renforcer un peu plus le crédit chinois auprès des autorités iraniennes.

En matière économique, la coopération bilatérale s'approfondit également. A partir de janvier 1990, les transactions commerciales entre les deux pays se font désormais en monnaie plutôt que sous forme de troc, ce qui facilite les échanges. Lors de la visite de Yang Shangkun en octobre 1991, Pékin est invitée par Téhéran à participer à la mise en place du métro de la capitale iranienne, un des plus importants projets économiques développés par la Chine en République islamique. La négociation d'un premier contrat estimé à 293 millions de dollars prendra plusieurs années et il sera finalisé en mars 1995 entre la China International Trust and Investment Corporation (CITIC) et la Teheran Outskirts Subway Company pour la mise en place des lignes n°1 et n°2[42]. Outre ce projet, la République populaire ouvre également des lignes de crédit et octroie des prêts à Téhéran à partir de 1993 par exemple pour la construction du métro de

[42] « Iran's New Subway Section Constructed by China Open to Traffic », *People's Daily*, March 19, 2002.

Téhéran ou la création de cimenteries utiles à la reconstruction du pays. Les deux pays coopèrent également dans le secteur de la construction, de l'exploitation des mines d'or, de la production d'acier, de la construction navale, de la formation de techniciens et d'ingénieurs, des centrales électriques thermiques et de l'hydro-électricité, dans le domaine de l'irrigation, dans le secteur minier et la métallurgie, dans le secteur de la pêche, de l'agriculture, de l'élevage, des transports (chemins de fer/métro/routes), du traitement de la canne à sucre, du papier, dans le secteur mécanique notamment le design/ingénierie et la production commune de machines pour les secteurs pétrolier, gazier, électrique, les moteurs diesels et à usage maritime, les instruments médicaux et la production pharmaceutique, etc. Sur le plan des échanges, selon les statistiques du FMI, le commerce bilatéral atteindra en 1999, 1,35 milliards de dollars (663 millions de dollars d'exportations chinoises vers l'Iran et 685 millions de dollars d'importations iraniennes vers la Chine)[43], ce qui représente un peu moins de 4 % du commerce total de la République islamique[44]. Les produits principaux que Pékin exporte vers la République islamique à ce moment sont les appareils électriques et mécaniques ainsi que les produits chimiques. Elle importe principalement d'Iran du pétrole brut, mais aussi des minerais de chrome, du coton brut, du caoutchouc synthétique et des produits alimentaires comme le raisin sec et les pistaches, etc.[45].

Pendant cette période, les autorités des deux pays commencent à se rendre compte des potentialités ouvertes par la création en Asie centrale de cinq républiques indépendantes pour leurs échanges et de la nécessité, pour en tirer profit, d'investir dans la mise en place d'infrastructures de transport et de communication. Ce type de projets exige cependant des investissements conséquents et du temps. Une première avancée est réalisée en 1996 avec l'ouverture d'une ligne de chemin de fer de 250 Km reliant la ville iranienne de Mashad à la ville de Sarakhs située à la frontière du Turkménistan. Cette nouvelle ligne permet de relier les réseaux ferroviaires iraniens et centre-asiatiques. Avec l'entrée en service en mai 1996 de ce tronçon Mashad-Sarakhs-Tejen, des marchandises chinoises peuvent désormais théoriquement circuler depuis le territoire de la République populaire jusqu'en Iran et potentiellement jusqu'au golfe Persique via les infrastructures mises en place par la Chine dans la région du Xinjiang et les chemins de fer de l'Asie centrale ex-soviétique. Cette possibilité, aux importantes potentialités commerciales pour Pékin et Téhéran, est cependant restée sous-exploitée pendant la décennie en raison de nombreuses difficultés rencontrées sur le terrain, notamment en Asie centrale mais aussi en Iran (écartements différents des voies ferrées entre les régions de l'ex-URSS, la Chine et l'Iran; état vétuste du réseau ferroviaire centre-asiatique; problèmes de maintenance; délais aux frontières; corruption; bureaucratie excessive; etc.[46]). Les deux partenaires ont néanmoins maintenus leurs contacts et leurs consultations dans le domaine des transports dans la période post-11 septembre. La possibilité de développer le réseau routier entre l'Iran et la Chine via l'Afghanistan et le Tadjikistan a ainsi retenu l'attention des autorités iraniennes[47]. A l'occasion de la visite en Chine du ministre iranien des Transports, en novembre 2003, Téhéran a aussi proposé à son partenaire chinois la mise en place d'un chemin de fer entre leur deux territoires via l'Afghanistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan[48]. La Chine a pour sa part proposé au début 2005 la création d'un groupe commun réunissant la République islamique et l'Afghanistan pour étudier la possibilité de relier dans l'avenir le réseau ferroviaire iranien au territoire chinois[49]. Pékin s'intéresse également aux possibilités offertes par le port iranien de Chabahar sur le golfe Persique[50]. Des avancées concrètes ont également été enregistrées. Ainsi, le transit de

[43] D'après les chiffres du commerce extérieur chinois cités dans IMF, *Direction of trade statistics yearbook 2004*, Washington, D.C., International Monetary Fund, p. 133.
[44] Calculé d'après les chiffres du commerce extérieur de l'Iran cités dans *Idem*, p. 254.
[45] Cité dans « Iran's New Subway Section Constructed by China Open to Traffic », *op. cit.*.
[46] Voir LE ROY, J., « La route ferroviaire de la soie. Un pont terrestre eurasiatique par l'Asie centrale ? » dans *Asie centrale et Caucase : une sécurité mondialisée*, sous la dir. de Thomas Juneau, Gérard Hervouet, Frédéric Lasserre, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2004, pp. 219-239.
[47] BLUA, A., vIran : Tehran Takes A Keen Interest In Regional Road Building", *RFE/RL*, August 8, 2003.
[48] « Iron rail road breathes new life into 'Silk Road'», *Mehr News Agency*, November 16, 2003.
[49] « Iran, China to be connected by railroad », *Mehr News Agency*, February 23, 2005.
[50] « Chinese delegation arrives in Chabahar for investment », *Irna*, November 26, 2006 et « China chooses Chabahar FTZ as best trade zone », *Irna*,

marchandises depuis la Chine en direction du golfe Persique via l'Asie centrale devrait être amélioré à l'avenir grâce à l'ouverture en mai 2005 du nouveau tronçon ferroviaire iranien reliant Bafgh (situées entre Kerman et Yazd) à Mashad (1000 Km)[51].

Malgré ces réalisations, tout n'est cependant pas idyllique dans les relations entre les deux pays pendant la décennie 90. La dissolution de l'URSS a en effet créé une situation inédite en Asie occidentale avec un nouvel environnement régional aux potentialités considérables, mais dont l'équilibre est incertain. Dans ce contexte, Pékin s'est inquiété des ambitions régionales de l'Iran en Asie centrale. Certains auteurs chinois ont ainsi mis en garde contre l'offensive diplomatique lancée par Téhéran en direction des Républiques centre-asiatiques[52]. Selon eux, l'objectif iranien était d'établir une sphère d'influence islamique regroupant l'Asie centrale et le Moyen-Orient, une ambition que les autorités chinoises peuvent difficilement avaliser étant donné la menace qu'un tel ensemble pourrait faire peser sur la région autonome du Xinjiang peuplée en partie de musulmans turcophones. Un projet plus modeste évoqué par le ministre des affaires étrangères de la République islamique en juin 1993 concernant la possibilité de création d'un ensemble persanophone s'étendant de l'Iran à l'ouest de la Chine via le Tadjikistan et le nord de l'Afghanistan[53], ne semble pas non plus avoir rencontré un écho très favorable à Pékin. La République populaire fera également comprendre à Téhéran qu'elle n'admet pas d'ingérence dans ses affaires intérieures au regard de sa communauté musulmane, c'est le prix à payer par la République islamique pour s'assurer la coopération de la Chine. De même, le soutien iranien aux « islamo-démocrates » tadjikes au début de la guerre civile ne sera guère apprécié par les autorités chinoises. En Afghanistan, face à la guerre civile, si Pékin et Téhéran s'accordent au début des années 90 sur la nécessité d'un règlement politique de la question, ils ne partageront cependant pas la même opinion à propos des taliban. Après 1998, ces derniers sont considérés par Pékin comme un mouvement avec lequel il est possible de trouver des accommodements, une position inacceptable pour la République islamique en raison de son caractère très anti-shi'îte[54]. Pendant les années 90, Pékin et Téhéran ne partagent pas non plus la même opinion d'Israël.

Par ailleurs, vu de Pékin, l'association avec Téhéran comporte aussi un risque important pour la Chine de provoquer le mécontentement de Washington voire une réaction hostile des États-Unis, ce qui est totalement contraire aux intérêts nationaux chinois. Ce facteur est d'autant plus important que le début des années 90 est riche en incidents qui vont dégrader les relations avec l'administration américaine (massacre de Tian an Men en 1989, débat sur la clause de la nation la plus favorisée et surtout crise de Taiwan en 1995-1996). L'association avec l'Iran devient encore plus dangereuse dans ces conditions, ce qui va amener Pékin à réexaminer sa politique à l'égard de la République islamique. Les autorités chinoises vont ainsi décider de sacrifier certains de leurs engagements avec l'Iran à leurs relations avec les États-Unis au grand déplaisir de Téhéran. La République populaire renonce ainsi à livrer les centrales nucléaires commandées par le régime iranien en 1992, et en 1997, elle met fin officiellement à ses ventes de missiles et à sa coopération nucléaire avec l'Iran pour préserver ses relations avec les États-Unis, ce que le régime iranien ne pourra que déplorer. En réaction, Téhéran critique surtout les pressions américaines sachant qu'il n'y a rien à gagner à s'aliéner le soutien chinois. C'est à la suite de ce désengagement chinois que la Russie va prendre le relais en matière nucléaire auprès de Téhéran. Les contacts militaires -pas

---

February 5, 2007.

[51] « Bafq-Mashhad railway to connect Iran to Europe », *Irna*, October 24, 2004 et « Bafq-Mashhad Railroad boost Iran-Central Asia ties », *Irna*, November 25, 2004.

[52] Voir par exemple XING, Guangcheng (邢广程), « 中国和中亚各国：新的关系 » (La Chine et les Républiques d'Asie centrale : les nouvelles relations), 俄罗斯 东欧中亚研究 (Etudes est-européennes, russes et centre-asiatiques), n°1, 1996, pp. 58-64. (en chinois)

[53] *Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance*, sous la direction de Mohammad-Reza Djalili et Frédéric Grare, Genève, Publications de l'IUHEI, 1995, p. 131.

[54] Voir sur les relations entre la Chine et les taliban NIQUET, V., « La Chine face aux défis stratégiques de l'après 11 septembre », *Perspectives chinoises*, n° 67, septembre-octobre 2001 et KELLNER, T., « La Chine, les taliban et le Xinjiang », 20 novembre 2001, 3p. (*www.diploweb.com/p5kell1.htm*)

la coopération en matière d'armement- qui était déjà très limités (les échanges de visite sont peu nombreux) s'interrompent également en 1998 pour ne reprendre discrètement qu'à la fin de l'année 2000 à l'occasion de la rencontre entre Liu Jibin et Ali Shamkhani et des discussions sur les possibilités de lancer une coopération scientifique et technique entre les deux pays[55]. Ce désengagement chinois s'accompagne à Téhéran d'une appréciation plus réaliste des limites des relations avec la République populaire. Il n'est désormais plus question d'essayer de constituer un bloc anti-américain avec Pékin. Conséquence de son désengagement, la République populaire perd également à ce moment une partie de son influence à Téhéran. D'un autre côté, malgré le refroidissement des relations bilatérales sino-iraniennes à partir de 1997/1998, la coopération économique, énergétique et aussi en matière de modernisation militaire va se maintenir, ce qui démontre l'intérêt constant de la Chine pour la conservation de sa carte iranienne.

La relance de 1999/2000

Après une brève période de refroidissement dans les relations bilatérales sino-iraniennes, dès la fin de l'année 1999/début 2000, on assiste à une nouvelle phase de rapprochement entre les deux régimes. Cette étape s'inscrit dans le contexte des inquiétudes de la République populaire face au contexte international marqué par l'intervention militaire de l'Otan au Kosovo. Vu de Chine, il s'agit d'une intervention militaire décidée sans l'accord du Conseil de Sécurité des Nations unies, lancée pour une question touchant selon Pékin au domaine réservé des États souverains et menée contre le dernier État communiste d'Europe. Certains analystes chinois pensent que ce type de configuration pourrait être appliquée un jour à la Chine au regard de la question du Tibet, de Taiwan ou du Xinjiang. Il s'agit également vu de la République populaire d'une manifestation des tendances hégémoniques américaines. Dans ce contexte, le régime islamique apparaît à nouveau comme un partenaire naturel pour contrer ce penchant de Washington et promouvoir la multipolarité dans le système international. On assiste ainsi à une sorte de renouvellement de l'entente anti-hégémonique des années 1991-1996. Les ouvertures chinoises sont accueillies très favorablement par le régime iranien qui y voit une occasion de relancer sa coopération avec Pékin, d'élargir sa marge de manœuvre diplomatique et d'engranger des bénéfices économiques. Dans le domaine politique, dès 1999, la mise en place d'un « mécanisme de consultation » est évoquée. Il est effectivement lancé en février 2001. Entre-temps, les visites de haut responsables se multiplient à nouveau (notamment Tang Jiaxuan en février 2000, le président M. Khatami et une impressionnante délégation iranienne de plus de 100 personnes en juin 2000, le ministre chinois chargé de la Commission scientifique, technique et industrielle pour la Défense nationale, Liu Jibin en décembre 2000/janvier 2001 et enfin le vice-président Hu Jintao en janvier 2001). Les intérêts communs des deux pays en matière de sécurité sont particulièrement discutés à l'occasion des entretiens entre le président M. Khatami et Jiang Zemin. Ils sont repris dans la déclaration conjointe signée à l'issue du déplacement du président iranien à Pékin. Les deux régimes s'accordent sur la condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et s'inquiètent du trafic illicite de la drogue originaire d'Afghanistan. Le plus intéressant concerne leur position commune sur certains aspects de la politique étrangère américaine. Pékin et Téhéran condamnent les interventions humanitaires et le droit d'ingérence, les tendances hégémoniques de Washington ainsi que ses interférences dans la région du golfe Persique[56]. Les deux présidents rappellent que la sécurité et la stabilité de cette zone doivent être assurées par les pays de la région, en-dehors de toute interférence extérieure, un message adressé à Washington[57]. La République populaire et la République islamique mettent également en avant le rôle des Nations unies dans le maintien de la

[55] « New China-Iran Pact Enhances Military Cooperation », *China Reform Monitor*, n°352, January 3, 2001.
[56] Voir « Joint Communiqué Between The People's Republic of China and the Islamic Republic of Iran », Beijing, June 22, 2000 (*www.fmprc.gov.cn/eng/wjb/zzjg/xybfs/gjlb/2818/2819/t16315.htm*).
[57] « Iran and China call for Multi-Polar World Versus Unipolar », *Iran Press Service*, June 22, 2000.

paix et de la sécurité internationale et se déclarent en faveur d'un monde « multipolaire »[58]. Du côté chinois, la visite de la délégation iranienne est également instrumentalisée par Pékin pour promouvoir son image dans le monde musulman et contrer les critiques, notamment occidentales, concernant sa politique à l'égard des minorités ethniques musulmanes dont les Ouïgours -qui sont des turcophones sunnites- de la région autonome du Xinjiang. Le président Khatami rencontre ainsi les représentants de l'Association islamique de Chine et de l'Association islamique du Xinjiang, visite la célèbre mosquée de la rue du Bœuf (牛街 清真寺 *Niujie Qinhzhensi*) à Pékin avant de se rendre dans la région autonome du Xinjiang, successivement à Urumqi, la capitale provinciale, puis à la grande mosquée de Kachgar. Par sa présence, il cautionne ainsi la politique menée par le régime chinois à l'égard des musulmans chinois en général[59] et des allogènes turcophones Ouïgours en particulier.

Dans le domaine militaire, le ministre de la défense iranien, Ali Shamkhani, rencontre à l'occasion du déplacement du président iranien son homologue chinois en tête-à-tête. On ignore la contenu de leur entretien. Le ministre chinois de la défense, Chi Haotian, indiquera à l'issue de ces discussions que l'opposition commune de l'Iran et de la Chine à la « politique de puissance » et à l' « hégémonie » créé une base de coopération entre les deux pays[60] alors que le ministre iranien de la défense, décrira en décembre 2000 la visite du président Khatami en Chine comme un « tournant » -sans toutefois en préciser la nature exacte- dans les relations sino-iraniennes[61]. Les discussions sino-iraniennes semblent donc avoir été fructueuses sans que l'on puisse pourtant y voir l'amorce d'une quelconque alliance militaire entre les deux pays. Après cette rencontre, une délégation menée par Liu Jibin, le ministre en charge de la Commission des sciences, des techniques et de l'industrie pour la défense nationale (Costind[62]) se rend dans la capitale iranienne en décembre 2000/janvier 2001. Ce dernier y rencontre le ministre iranien de la défense rétablissant ainsi les contacts militaires interrompus en 1998. Les deux pays expriment à cette occasion leur intention de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'industrie de la défense et d'augmenter le niveau des échanges scientifiques et éducatifs dans ce secteur[63]. Les contacts militaires vont être maintenus dans la période post-11 septembre en tout cas jusqu'à la fin de l'année 2004. Le Commandant de la force de mobilisation (Basij) des Gardiens de la Révolution, Mohammad Hejazi, s'est ainsi rendu à Pékin en octobre 2003 et en novembre 2004. L'Iran et la Chine ont également signé un protocole d'accord portant sur le renforcement de la coopération dans le secteur des technologies de l'aérospatiale et des satellites -une technologie duale qui pourrait, selon certains observateurs, être employée dans le cadre du programme de développement de missiles à longue portée iranien[64]-. A partir de la fin de l'année 2004, les contacts militaires ont, semble-t-il, été mis entre parenthèse.

Dans le domaine économique, dès 1999, des discussions sont ouvertes sur la construction de centrales électriques ou la mise en place de la seconde phase du projet de métro de Téhéran. La visite du président Khatami à Pékin en juin 2000 ouvre également un nouveau chapitre dans les relations entre les deux pays en matière commerciale. Pékin et Téhéran s'accordent en effet à ce moment pour renforcer leur coopération dans les domaines de l'énergie, des transports, des télécommunications, de la banque, des sciences et des technologies, de l'industrie, du tourisme, de l'agriculture et d'autres domaines. Les deux gouvernements encouragent également leurs

---

[58] Voir « Joint Communiqué Between The People's Republic of China and the Islamic Republic of Iran », op. cit..

[59] La Chine compte dix nationalités musulmanes : les Hui, les Ouïgours, les Kazakhs, les Dongxiang, les Tatars, les Ouzbeks, les Kirghizes, les Salars, les Tadjiks et les Bonan (Baoan) regroupant officiellement 20,3 millions de personnes en 2000. Les estimations des spécialistes concernant l'importance numérique de la communauté musulmane en Chine s'échelonnent en fait entre 20 et 100 voire 150 millions de personnes

[60] « Defense Minister Meets Iranian Counterpart », *People's Daily*, June 24, 2000.

[61] « New China-Iran Pact Enhances Military Cooperation », *op. cit.*

[62] La COSTIND est responsable du secteur de la recherche et du développement militaire ainsi que de la production de matériel militaire. Elle a autorité sur les dix sociétés industrielles militaires de la Chine (*jungong qiye*). Voir « Commission of Science, Technology, and Industry for National Defense (COSTIND) », *Nuclear Threat Initiative*, November 7, 2003 (*www.nti.org/db/china/costind.htm*)

[63] « New China-Iran Pact Enhances Military Cooperation », *op. cit.*.

[64] « Iran Signs Aerospace & Satellite Technology Accord with China », *The Persian Journal*, December 5, 2004.

compagnies à explorer les possibilités de coopération dans les domaines du pétrole et du gaz naturel. En dépit du risque de sanctions américaines, la Chine va décider de coopérer avec l'Iran dans le domaine des hydrocarbures. Il est vrai que Téhéran a auparavant accordé au Japon le droit de développer le champ géant d'Azadegan et que l'action de la Chine est donc en quelque sorte « couverte » par cet accord avec Tokyo. Difficile en effet pour Washington de condamner Pékin alors que Tokyo est impliqué dans un projet bien plus vaste. Ce dernier sera néanmoins soumis aux pressions américaines. En août 2000, la China National Petroleum Corp. (CNPC) remporte un premier contrat de 85 millions de dollars pour le forage de 19 puits dans des champs gaziers du sud de l'Iran. Peu après, Sinopec et la NIOC (la Compagnie nationale du pétrole iranien) concluent un accord pour l'exploration pétrolière et gazière dans la province d'Ispahan. En janvier 2001, la compagnie pétrolière chinoise Sinopec signe un autre contrat avec la NIOC pour l'exploration conjointe d'une zone pétrolifère située dans la province de Kashan. Les deux compagnies concluent également un autre contrat pour la modernisation et l'expansion des raffineries de Tabriz et de Téhéran, ainsi que des installations du port caspien de Neka afin d'accroître les possibilités de *swap* entre l'Iran et les pays producteurs de pétrole de la Caspienne. Malgré son ampleur encore limitée, cette coopération constitue une étape supplémentaire importante dans le développement des relations bilatérales puisqu'elle signifie que Pékin s'engage à ce moment dans le secteur stratégique des hydrocarbures iraniens.

La période post-11 septembre

Les événements de septembre 2001 et le lancement de la guerre contre le terrorisme, la relance des relations sino-américaines dans le cadre de cette guerre, puis, en janvier 2002, la désignation par G. Bush de l'Iran comme un des trois États membres de l' « axe du mal », le déclenchement de la guerre contre l'Irak en mars 2003 et enfin le développement de la question du nucléaire iranien n'ont pas remis en cause l'essor pris par les relations sino-iraniennes. Entre l'automne 2001 et l'été 2006, les deux pays ont continué leurs échanges et visites de représentants de haut rang. En mars 2002, Wu Yi, la vice-premier ministre et membre du Conseil d'État de la République populaire s'est ainsi rendue à Téhéran pour assister à la 11e rencontre de la commission économique conjointe sino-iranienne. En avril 2002, soit trois mois après la désignation de l'Iran comme un pays membre de l' « axe du mal », une qualification que la République populaire réfute, le président chinois, Jiang Zemin, fait le déplacement dans la capitale iranienne. Il s'agit de la première visite d'un dirigeant chinois de ce rang en Iran depuis 1978. Il s'y entretiendra avec le président Khatami mais aussi avec H. Rafsandjani. Fin novembre 2002, un envoyé spécial de Jiang Zemin, Sha Lin, remet également au premier vice-président iranien, Mohammad Reza Aref, une lettre du président chinois destinée au président Khatami[65]. En décembre, la république populaire accueille Mehdi Karrubi, le porte-parole de l'assemblée consultative de la République islamique. Plusieurs délégations du parlement iranien suivront également au début de l'année 2003. Par ailleurs, Li Zhaoxing, le ministre chinois des affaires étrangères s'entretient avec son homologue iranien par téléphone en avril 2003 alors que Kamal Kharazi, le ministre iranien des affaires étrangères se rendra à Pékin pour y rencontrer son homologue chinois en août 2003 puis en novembre 2003. Les thèmes abordés lors de ces rencontres touchent à la situation en Irak, en Afghanistan, aux échanges commerciaux et aussi à la question du nucléaire. Dans l'intervalle, les présidents des compagnies pétrolières chinoises, Sinopec et CNPC, se seront successivement rendu en Iran en juillet et août 2003 pour discuter de la coopération à long terme dans le domaine de l'énergie et en octobre 2003, le Commandant de la force de mobilisation (Basij) des Gardiens de la Révolution, Mohammad Hejazi, aura fait le déplacement à Pékin à l'invitation de l'Armée populaire de Libération (APL) pour échanger des

[65] « Special Chinese envoy confers with first vice president », *Irna*, December 3, 2002.

idées concernant les problèmes relatifs au maintien de la sécurité publique, à la protection des frontières nationales, aux situations de crises, etc.[66].

Depuis l'année 2004, alors que les contacts à haut niveau se maintiennent, la montée des tensions internationales autour du programme nucléaire iranien retient de manière croissante l'attention lors des discussions entre les représentants de Pékin et de Téhéran. Cette question occupe ainsi une large part des échanges lors de la visite à Téhéran du ministre chinois des affaires étrangères, Li Zhaoxing en novembre 2004; du déplacement du vice-ministre iranien des affaires étrangères, Gholamali Khoshroo, à Pékin en août 2005, de la visite du ministre iranien des affaires étrangères, Manouchehr Mottaki, dans la capitale chinoise en octobre suivant, de la visite du nouveau négociateur iranien dans le dossier nucléaire, Ali Larijani, à Pékin en janvier 2006 ou de diverses rencontres, discussions et échanges téléphoniques entre Li Zhaoxing et de hauts responsables iraniens -notamment Manouchehr Mottaki, Javad Larijani, Abbas Araghchi- entre février et juin 2006[67]. Face au dossier nucléaire, la République populaire a essayé de favoriser un règlement pragmatique et prudent de la question, à travers le dialogue, la consultation, la coopération et la négociation dans le cadre de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Elle a répété cette position de nombreuses fois entre 2003 et 2005[68]. A plusieurs reprises, Pékin s'est aussi déclarée opposée au renvoi de la question du nucléaire iranien devant le Conseil de sécurité des Nations unies où l'Iran pourrait faire l'objet de sanctions[69]. Elle a encouragé officiellement la République islamique à coopérer pleinement avec l'AIEA et l'a incité à rendre ses activités nucléaires transparentes, ainsi qu'à signer et ratifier rapidement le protocole additionnel à l'accord de sauvegarde de l'AIEA[70]. En novembre 2003, les autorités chinoises ont accueilli avec satisfaction la décision de l'Iran de coopérer avec l'AIEA[71] de même que la signature par Téhéran le mois suivant du protocole additionnel au traité de non-prolifération nucléaire autorisant l'Agence à effectuer des contrôles inopinés et poussés de toutes les installations nucléaires du pays. Face à la recrudescence des tensions à l'été et l'automne 2004, Pékin a continué à favoriser la recherche d'une solution pacifique dans le cadre de l'AIEA. Elle a soutenu l'initiative européenne et a parallèlement pressé l'Iran de coopérer pleinement avec l'AIEA, de respecter ses engagements, d'éclaircir les problèmes non résolus et de ratifier dans le plus bref délai le protocole additionnel au TNP afin d'éliminer les suspicions qui continuaient de peser sur ses intentions nucléaires[72]. Elle s'est officiellement réjouie de la décision de Téhéran de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium en novembre 2004[73]. A l'occasion de sa visite dans la capitale iranienne en novembre 2004, le ministre chinois des affaires étrangères a déclaré que la République populaire était opposée aux efforts des États-Unis visant à renvoyer le dossier nucléaire iranien devant le Conseil de sécurité. Pour lui, « *cela ne ferait que compliquer la question et rendre plus difficile sa résolution* »[74]. Pékin a donc offert à ce moment une sorte de « parapluie diplomatique » à la République islamique.

La question nucléaire n'a pas empêché Pékin et Téhéran de poursuivre leurs contacts à haut niveau et leurs consultations politiques bilatérales sur des problèmes internationaux d'intérêts communs comme les développements de la situation en Afghanistan, en Irak, au Liban, le conflit israélo-palestinien, la question des droits de l'Homme ou la question de la réforme du Conseil de

---

[66] « Iranian, Chinese commanders of popular forces hold security talks », *Irna*, October 13, 2003.
[67] Voir http://www.fmprc.gov.cn/eng/wjb/zzjg/xybfs/gjlb/2818/2820/default.htm
[68] « China Appeals for Handling Iranian Nuke Issue in Prudent Manner », *Xinhua News Agency*, June 19, 2003; « IAEA Backed to Solve Iran's Nuclear Issue », *Xinhua News Agency*, June 20, 2003; « China : Solve Nuclear Issues Through Dialogue and Negotiation », *CRI*, November 2, 2004; « China holds Iran nuclear issue should be solved within IAEA framework », *People's Daily*, February 4, 2005; « China hopes Iran nuclear issue could be resolved within IAEA framework at early date », *Xinhua*, August 2, 2005.
[69] « China Urges IAEA Resolution to Iran Nuclear Issue », *Xinhua News Agency*, October 23, 2003.
[70] Voir « Statement by Chinese Ambassador Hu Xiaodi at the 58th Session of the United Nations General Assembly on the Report of the International Atomic Energy Agency » , November 4, 2003 (*un.fmprc.gov.cn/eng/58943.html*)
[71] « Iran, China share close, common stance : Kharrazi », *Irna*, November 13, 2003.
[72] « China Hopes Iran Will Fully Cooperate with IAEA : FM », *Xinhua News Agency*, August 31, 2004.
[73] « China welcomes Iran's suspension of uranium enrichment programs: FM spokesperson », *People's Daily*, November 23, 2004.
[74] « La Chine soutient l'Iran dans le dossier du nucléaire », *Le Monde*, 6 novembre 2004.

Sécurité des Nations unies. L'élection en juin 2005 du nouveau président iranien, le conservateur M. Ahmadinejad, et le retour d'une rhétorique beaucoup plus agressive que sous M. Khatami à l'égard des États-Unis et d'Israël n'ont pas non plus perturbé le rapprochement en cour entre les deux pays. Lors de la première conférence de presse suivant son élection, le nouveau président iranien a immédiatement annoncé son souhait de renforcer les liens de l'Iran avec la Chine. De son côté, Pékin l'a félicité officiellement pour son élection. Malgré la personnalité controversée de M. Ahmadinejad, la République populaire a maintenu ses liens. La poursuite du rapprochement sino-iranien s'est traduite par le soutien apporté par la République populaire à la participation de l'Iran aux travaux de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). En juin 2005, Téhéran s'est vu accordé avec le soutien de Pékin le statut d'observateur auprès de cette dernière. Lors de sa rencontre avec le vice-président iranien dans le sillage du sommet d'Astana, le président chinois Hu Jintao, a déclaré que la Chine était disposée à renforcer ses échanges et sa coopération avec l'Iran dans tous les domaines et à tous les niveaux, et qu'elle était prête à consolider la coordination et la collaboration bilatérales avec la République islamique aux Nations Unies, à l'OCS et à au sein d'autres organisations internationales et régionales[75]. L'année suivante, en juin 2006, malgré les critiques américaines, le président Ahmadinejad a assisté, à l'invitation du président chinois, à son 6e sommet organisé à Shanghai. L'organisation lui a ainsi offert un soutien diplomatique et une visibilité internationale en l'accueillant alors qu'il est ostracisé par les Occidentaux –aussi bien les Américains que les Européens-. Elle lui a aussi fourni une tribune qu'il n'a pas manqué d'utiliser pour fustiger les États-Unis qualifiés de « *pouvoirs qui veulent dominer* » le monde et « *interfèrent dans les affaires d'autres États* »[76]. Ces commentaires du président iranien tranchaient toutefois avec la modération de la réunion de Shanghai puisque aucune déclaration antiaméricaine n'a été adoptée par l'organisation à cette occasion contrairement à la réunion précédente de 2005 où l'*OCS* avait demandé à Washington de clarifier la date de départ de ses troupes d'Asie centrale. Pékin avait également pris soin de prendre par avance quelques distances à l'égard de M. Ahmadinejad puisque la diplomatie chinoise a bien précisé que la conférence de presse du président iranien n'engageait que lui. Par ailleurs, la Chine n'a semble-t-il pas accepté d'entrer en matière en ce qui concerne le statut de membre à part entière de l'*OCS* que Téhéran a réclamé à Shanghai avec le soutien implicite de V. Poutine. La rencontre qui a réuni dans le sillage de ce sommet le président chinois et son homologue iranien a également été l'occasion d'une mise au point de la part de Pékin à l'attention de son invité iranien. En effet, Hu Jintao l'a certes remercié d'avoir *« soutenu les investissements chinois en Iran »* lorsqu'il était maire de Téhéran et a émis le vœux qu'à présent qu'il était président, il aurait « *l'occasion de faire évoluer les relations sino-iraniennes à un niveau supérieur* »[77], mais plus significativement, le président chinois a abordé avec lui la question du nucléaire. Contrairement peut-être à certaines attentes iraniennes, Hu Jintao lui a fait savoir que la Chine espérait que l'Iran allait étudier « *sérieusement* » la proposition des Six (Cinq membres permanents du Conseil de Sécurité plus l'Allemagne) du 6 juin 2006, y « *répondre positivement* » et « *reprendre rapidement les négociations* » sur ce dossier avec la communauté internationale[78]. Cette « *invitation* » de la République populaire ainsi que le fait qu'elle ait refusé d'entrer en matière à propos de l'adhésion de Téhéran à l'*OCS* démontrent clairement l'existence de limites au rapprochement entre les deux pays. En octobre 2006, le nouvel ambassadeur iranien en Chine déclarait à l'agence *Irna* que dans le dossier du nucléaire, si les autorités chinoises cherchaient à éviter à Téhéran de subir des sanctions, elles n'iraient cependant jamais jusqu'à entrer en conflit avec les États-Unis sur cette question. Cette déclaration montre que les autorités de Téhéran n'ignorent pas cette limite à la coopération entre les deux régimes[79].

---

[75] PRC FM, « President Hu Jintao Meets with Iranian Vice President Mohammad Reza Aref », July 5, 2005 (http://www.fmprc.gov.cn/eng/wjb/zzjg/xybfs/gjlb/2818/2820/t202535.htm)

[76] JEGO, Marie, PHILIP, Bruno, « Au forum de Shanghaï, Russes, Chinois et Iraniens font contre-feu à Washington », *le Monde*, 16 juin 2006.

[77] « Au forum de Shanghaï, Russes, Chinois et Iraniens font contre-feu à Washington », *op. cit.*.

[78] MEVEL, Jean-Jacques, « Nucléaire: Pékin pousse l'Iran au compromis », *le Figaro*, 17 juin 2006.

[79] « Envoy : Iran, China reject hegemony », *Irna*, October 4, 2006.

Néanmoins, malgré certaines turbulences liées au dossier nucléaire, la volonté des deux parties de maintenir leurs contacts bilatéraux n'a pas été remise en cause. Même si la coopération économique est passée au premier plan de leur agenda car elle pose moins de problèmes, les deux pays ont perpétué leurs consultations politiques, non seulement sur l'épineuse question nucléaire –la Chine est sans doute avec la Russie le pays le plus consulté par Téhéran dans le cadre de ce dossier puisqu'à la vieille de chaque décision importante au niveau international, des échanges entre les deux pays sont organisés-, mais également sur d'autres problèmes d'intérêts communs. En juillet 2006, une rencontre a réuni le directeur général du département politique d'études du ministère iranien des affaires étrangères, Mohammad Tabatabai et un certain nombre de fonctionnaires et de chercheurs chinois. Les deux côtés ont exprimé leurs vues et échangé des idées. Les thèmes du nucléaire bien sûr mais aussi des relations sino-iraniennes et des problèmes du Moyen-Orient ont été discutés lors de cette réunion[80]. A cette occasion, le représentant iranien a tenté de convaincre la partie chinoise du bien fondé du programme nucléaire de son pays. Il a ainsi expliqué aux chercheurs chinois les raisons derrière la décision de l'Iran d'employer cette énergie ainsi que sa motivation à poursuivre le cycle du carburant nucléaire. Selon lui, la raison pour laquelle l'Iran entend développer un programme nucléaire civil est liée à l'accroissement très important de sa consommation interne de pétrole. S'il faut en croire ce représentant iranien, l'Iran, grand producteur mondial de pétrole, consomme en fait aujourd'hui 40 % de sa production pétrolière et cette proportion pourrait atteindre 80 % dans les cinq prochaines années. L'électricité nucléaire serait aussi selon lui moins chère que l'électricité produite grâce au pétrole ou au gaz. L'Iran possède en outre d'importantes réserves d'uranium qu'il pourrait ainsi valoriser. Enfin, argument plus politique, l'opposition américaine au programme nucléaire iranien serait lié selon lui au fait que Téhéran s'oppose à l'unilatéralisme de Washington. Ces explications, quelle que soit leur pertinence, n'ont sans doute pas totalement convaincu Pékin. Elles ne l'ont en tout cas pas empêché de s'accorder le 12 juillet 2006 avec les États-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne pour renvoyer la question du nucléaire iranien devant le Conseil de sécurité des Nations unies puis de voter la résolution 1696 du 31 juillet 2006 exigeant de l'Iran qu'il suspende son enrichissement d'uranium avant le 31 août sous peine de possibles sanctions économiques et diplomatiques. Pékin a toutefois pesé de tout son poids avec Moscou pour que cette résolution ne comporte pas de menace de sanctions immédiates pour Téhéran et pour obliger le Conseil de sécurité à tenir d'autres discussions avant que l'adoption de sanctions frappant la République islamique ne soit considérée. Dans le sillage de l'adoption de cette résolution, elle a par ailleurs dépêché son vice-ministre des affaires étrangères, Cui Tiankai, à Téhéran afin d'essayer de convaincre les autorités iraniennes de saisir cette opportunité de répondre de « *façon positive* » au « package » du 6 juin 2006 proposé par l'Union Européenne. Tout en limitant le risque de sanctions immédiates pour Téhéran et en lui permettant ainsi de gagner à nouveau un peu de temps, Pékin l'a néanmoins une nouvelle fois invité à accepter l'offre internationale. La République islamique a répondu de manière ambiguë puisqu'elle a offert d'entamer des « négociations sérieuses » mais a parallèlement refusé d'interrompre son enrichissement d'uranium. En outre, M. Ahmadinejad a inauguré une usine de production d'eau lourde à Arak le 26 août 2006. Parallèlement à cette attitude, Téhéran s'est aussi employé à rassurer son partenaire chinois. En effet, quelques jours après la réponse ambiguë fournie le 22 août 2006 par la république islamique à l'ultimatum de la communauté internationale, le vice-ministre iranien des affaires étrangères Abbas Araghchi a fait le déplacement dans la capitale chinoise[81]. Il y a rencontré Cui Tiankai ainsi que le ministre chinois des affaires étrangères Li Zhaoxing. Suite à cette dernière rencontre, le ministre chinois s'est contenté de rappeler que la question du nucléaire iranien devait être résolue par la voie diplomatique.

[80] « Iran, China discuss nuclear, Middle East issues », *Irna*, July 11, 2006.
[81] « Iran, China discuss nuclear issue », *Irna*, August 30, 2006.

La réponse iranienne à la communauté internationale en août, septembre et octobre 2006 ne semble pas avoir satisfait les autorités chinoises même si elles se sont gardées de le faire savoir publiquement. Pékin a continué à ménager ses relations avec Téhéran en maintenant des contacts diplomatiques[82], en mettant l'accent sur la nécessité de régler pacifiquement la question nucléaire, en appelant toutes les parties à éviter l'escalade[83] et en négociant pendant trois mois en demi au sein du groupe des Six, ce qui laissait à la République islamique une nouvelle occasion de faire un geste. On notera que les contacts diplomatiques –du moins les contacts visibles- se sont cependant espacé entre Téhéran et Pékin après la visite d'Abbas Araghchi malgré la poursuite des développements autour de la question nucléaire. Cet espacement a résonné, semble-t-il, comme un désaveu discret de la Chine à l'égard du manque de coopération de Téhéran sur ce dossier. En l'absence de réponse constructive de Téhéran, la Chine s'est jointe à ses partenaires russes et occidentaux et a voté le 23 décembre 2006 la résolution 1736 du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette dernière vise à empêcher toute contribution extérieure, sous quelque forme que ce soit, au bénéfice des activités sensibles nucléaires et balistiques de l'Iran et impose des sanctions financières à l'encontre des organismes et des individus responsables de ces activités. Elle renforce par ailleurs les pouvoirs de l'AIEA dans son travail de vérification. Pour Pékin, le point essentiel n'est pas l'adoption de sanctions dont elle a par ailleurs rappelé qu'elles étaient limitées et réversibles[84]. Il réside dans le fait que cette résolution est destinée à maintenir intact le mécanisme international de non-prolifération nucléaire -un objectif essentiel pour la Chine- en invitant l'Iran à regagner la table des négociations. En outre, la résolution défend l'autorité et le rôle de l'AIEA. Comme le mentionne la presse de Pékin, l'agence doit continuer à jouer le rôle principal dans le règlement de cette question plutôt que le Conseil de sécurité[85]. Il s'agit pour Pékin d'éviter que Washington ne puisse faire adopter au Conseil de Sécurité des mesures trop coercitives à l'égard de Téhéran. C'est aussi pour cette raison que la Chine insiste particulièrement sur le rôle des efforts diplomatiques en dehors du Conseil de sécurité pour résoudre la crise iranienne. En somme l'adoption de cette résolution prévoyant des sanctions limitées à l'égard de Téhéran est apparue aux yeux de Pékin comme un moindre mal. La pression sur la République islamique est minimale -ce qui ménage les relations avec Téhéran- mais pas inexistante, ce qui constitue un avertissement à son encontre. Selon le mot d'un spécialiste chinois, il s'agissait d'un « *effort to prevent the situation in Iran getting worse, which is actually good for Iran* »[86]. En accompagnant et en s'associant à la communauté internationale, Pékin cherchait donc à empêcher une dégradation de la situation et à protéger en quelque sorte Téhéran tout en le mettant en garde de ne pas aller trop loin. C'est pourquoi, parallèlement, les experts interrogés dans la presse chinoise ont relevé que la balle était à présent dans le camp de l'Iran et que la conformité de Téhéran aux demandes de la communauté internationale contribuerait à une solution diplomatique de l'impasse. Après cette décision, la Chine attendait semble-t-il des gestes d'apaisement de la part de la République islamique. Une attente qui n'a pas vraiment été comblée par l'attitude iranienne. Même si la résolution 1737 a eu le mérite d'ouvrir un débat interne dans le pays, la réaction initiale des autorités de Téhéran a plutôt été marquée par le défi à la communauté internationale. Le vice-ministre iranien des affaires étrangères, Mehdi Mostafavi, a par exemple déclaré le 26 décembre que l'Iran allait annoncer en février une étape importante vers l'enrichissement de l'uranium à grande échelle alors que le parlement iranien a passé le 27 décembre une motion autorisant le gouvernement à reconsidérer la portée de sa coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Toutefois, l'avertissement de Pékin n'est pas passé complètement inaperçu à Téhéran puisque les autorités iraniennes se sont empressées de dépêcher le secrétaire du conseil national suprême de

[82] « Chinese FM, Iran's top nuclear negotiator talk over phone », *Xinhua*, October 1st, 2006
[83] « China urges refraining from escalating Iran nuclear standoff», *Xinhua*, October 31, 2006
[84] « China says talks 'only way' to end Iran nuke standoff », *People's Daily*, December 25, 2006.
[85] « World waits for Iran », *China Daily*, December 25, 2006.
[86] « Oil weapon a 'double-edged sword' in Iran crisis », *People's Daily*, December 27, 2006.

sécurité, Ali Larijani à Pékin au début du mois de janvier 2007 en tant qu'envoyé spécial du président Ahmadinejad. Il s'agissait de délivrer un message du président iranien aux autorités chinoises, de les informer des derniers développements du nucléaire en Iran et de rappeler une nouvelle fois la nature « pacifique » du programme nucléaire iranien[87]. Ali Larijani a rencontré successivement Tang Jiaxuan et Hu Jintao pour essayer de rassurer Pékin. Une mission qui n'a peut-être pas été très aisée. Si les dirigeants chinois ont certes rappelé les excellentes relations qui existent entre la Chine et l'Iran et évoqué les possibilités de développer davantage la coopération entre les deux pays, Tang Jiaxuan a demandé à toutes les parties de faire preuve de flexibilité et de créer les conditions nécessaires à la reprise des négociations le plus rapidement possible[88]. De son côté, Hu Jintao a déclaré qu'il espérait que l'Iran allait apporter une « *réponse sérieuse* » à la résolution 1737 qui selon Pékin « *reflète les soucis de la communauté internationale concernant la sauvegarde de la non-prolifération* »[89]. La partie chinoise a également rappelé la nécessité de résoudre la question par les moyens diplomatiques mais aussi par des négociations « constructives », autant de messages adressés à Téhéran.

Si d'un côté, Pékin a bien rappelé à la République islamique son attachement à la non-prolifération et son souhait de la voir adopter une attitude plus constructive sur le dossier du nucléaire, d'un autre côté, elle a une nouvelle fois affiché sa volonté de poursuivre son rapprochement avec Téhéran. Ainsi, à l'occasion de cette visite, les deux parties ont évoqué toute une série de sujets d'intérêts communs, comme les développements de la situation en Irak, en Palestine, en Afghanistan et au Liban[90]. La question de la sécurité énergétique dans la région du golfe Persique était également au programme des entretiens. Selon la presse iranienne, les deux parties auraient souligné que l'unilatéralisme de « certaines grandes puissances » pouvaient mettre en danger la sécurité énergétique dans la région[91]. Il s'agissait donc d'une condamnation commune de la politique américaine dans le golfe Persique. En dépit des difficultés et des risques liés à l'immobilisme iranien sur la question nucléaire, Pékin a laissé la porte ouverte à Téhéran et adopté une attitude plutôt conciliante à l'égard de son partenaire à l'occasion de cette visite. Si la République populaire a exercé une quelconque forme de pression sur son partenaire iranien pour l'amener à être plus positif sur le dossier nucléaire, il faut cependant bien reconnaître que cette dernière a été plutôt discrète. Elle n'a en tout cas pas été suffisante et n'a guère servi ses objectifs puisque la tension autour de la question nucléaire est montée de plusieurs crans dans le courant du mois de janvier et au début du mois de février 2007. Téhéran a comme d'habitude continué à souffler le chaud et le froid dans ce dossier, demandant à l'AIEA d'enlever les scellés de ses installations de Natanz, installant ensuite de nouvelles centrifugeuses pour enrichir l'uranium sur ce site tout en proposant quelques jours plus tard de reprendre les négociations sur le dossier nucléaire et en rejetant en même temps la condition mise par l'ONU à la reprise des pourparlers, à savoir, le gel de son programme d'enrichissement de l'uranium[92]. Face à ces développements, la République populaire s'est contentée d'essayer de calmer le jeu en appelant les parties à prendre des mesures constructives et à chercher des solutions appropriées, complètes et de long terme, afin de relancer le plus tôt possible les négociations sur le problème nucléaire iranien[93]. Il est de vrai que d'après certains experts dont le directeur de l'AIEA, M. ElBaradei, et en l'état des connaissances[94], il faudra encore plusieurs années (de quatre à six ans) à Téhéran pour mettre au point une arme nucléaire si tel est son objectif –ce dont ne doute guère de nombreux

[87] « Larijani winds up China visit », *Irna*, January 7, 2007.
[88] « China urges resumption of negotiations on Iranian nuclear issue », *Xinhua*, January 4, 2007.
[89] « China calls for Iran's 'serious response' to UN resolution », *People's Daily*, January 8, 2007.
[90] « Iran, China review mutual ties, regional security », *Irna*, January 4, 2007.
[91] *Idem*
[92] Voir « Defying U.N., Iran Installs Centrifuges », *Associated Press*, February 6, 2007 et WHITLOCK, C., RICKS, T. E., « Iran Softens Tone, Declares Readiness To Resume Talks », *The Washington Post*, February 12, 2007.
[93] « La Chine appelle au dénouement pacifique du problème nucléaire iranien », *Xinhua*, 15 février 2007.
[94] Voir CORERA, G., « How close is Iran to a nuclear bomb ? », *BBC News*, February 10, 2007.

observateurs-[95]. Les possibilités de négociations restent donc nombreuses et Pékin entend bien qu'elles soient utilisées.

Facteurs de rapprochement

Il existe une tendance de fonds au rapprochement entre la République populaire et l'Iran. En effet, les facteurs qui ont favorisé par le passé l'essor des relations entre Pékin et Téhéran comme la profondeur des liens civilisationnels, la « mémoire historique » positive entre les deux pays, leurs caractéristiques communes -deux États en développement en même temps que deux grandes civilisations asiatiques victimes de l'impérialisme occidental à partir du XIXe siècle- sont toujours présents aujourd'hui. Même si leurs populations y sont plutôt indifférentes, ces éléments ne doivent pas être négligés. Ils sont utilisés par les diplomates des deux côtés pour créer et entretenir une atmosphère positive et un sentiment de sympathie entre les deux pays. Toujours présente également, la reconnaissance de l'importance régionale de l'autre partie. Et ce n'est pas tout. Sur le plan idéologique malgré leur profonde différence, les deux régimes partagent une opposition commune face à l' « hégémonisme » et l' « unilatéralisme » de Washington. Ils s'accordent également sur la nécessaire multipolarité du système international et tiennent également à se positionner dans ce système comme un pôle porteur de valeurs différentes de celles de l'Occident. En tant que régimes autoritaires, ils repoussent aussi l'accent mis par les Occidentaux sur la protection des droits de l'Homme et la démocratisation nécessaire des régimes politiques. Sur le plan stratégique, ils partagent des craintes communes face aux États-Unis. Comme l'Iran, la Chine se méfie de la pénétration stratégique américaine en Afghanistan, en Asie centrale et au Moyen-Orient. Les deux États ont également un intérêt commun à limiter l'influence américaine dans la région du golfe Persique. Du côté iranien, le Golfe est considéré comme une zone d'influence naturelle de l'Iran. Du côté chinois, Pékin considère qu'une domination américaine complète du golfe Persique est contraire à ses intérêts. Cette dernière permettrait aux États-Unis d'asseoir leur position hégémonique dans le système international en contrôlant l'approvisionnement pétrolier mondial, ce que les dirigeants chinois ne souhaitent pas. Les experts chinois s'inquiètent également pour l'approvisionnement pétrolier du pays. Ils craignent que les États-Unis ne puissent utiliser leur présence et leur influence dans le Golfe pour « contenir » la Chine et peser sur son approvisionnement pétrolier. L'économie chinoise consomme des quantités de plus en plus importantes de pétrole si bien que la Chine qui était dans les années 80 un pays exportateur de pétrole est aujourd'hui devenue le second consommateur pétrolier de la planète et le troisième plus grand pays importateur de pétrole du monde derrière les États-Unis et le Japon. Avec 138,84 millions de tonnes de pétrole brut et 24,03 millions de tonnes de produits raffinés, les importations de la Chine représentent en 2006 environ 47 % de la consommation pétrolière totale du pays[96]. Le recours croissant aux importations pétrolières dont une grande partie -notamment pour le pétrole brut- provient du golfe Persique inquiète donc de nombreux observateurs chinois. Entre 1998 et 2005, les pays producteurs du golfe Persique ont fourni environ 50 % du total des importations chinoises de pétrole brut. En 2006 (entre janvier et septembre), le Moyen-Orient a représenté 48 % des importations pétrolières de la Chine contre 31% pour l'Afrique et 6% pour l'Amérique latine. Dans l'avenir, la dépendance de Pékin à l'égard des importations pétrolières va continuer à croître. Malgré les efforts de diversification géographique de son approvisionnement pétrolier entrepris par la Chine depuis plusieurs années, une grande partie de ses importations continuera à l'avenir de provenir de la région du Golfe. L'Agence internationale de l'énergie estime ainsi que 70 % des importations pétrolières chinoises seront originaires du Moyen-Orient en 2015[97]. Cette

[95] Pour une étude très documentée du programme nucléaire iranien voir CHUBIN, Shahram, *Iran's nuclear ambitions*, Washington, D.C., Carnegie Endowment for International Peace, Baltimore, MD, Hopkins Fulfillment Service, 2006, xx-223p.

[96] WATKINS, E., « Chinese dependency on imported oil up », *Oil and Gas journal*, February 21, 2007.

[97] « China-Middle East energy ties », *Reuters News*, November 26, 2006. A titre de comparaison, on retiendra que 89,2% des importations pétrolières du Japon provenait du Moyen-Orient en 2006.

région a donc pris une importance vitale pour Pékin. Face à cette situation, sur le plan de la sécurité, certains en Chine pensent que Pékin doit développer sa présence dans cette région. L'Iran pourrait dans ce contexte jouer le rôle de porte d'entrée et de point d'appui pour l'influence chinoise dans le Golfe. En matière de sécurité énergétique, certains analystes chinois pensent également que l'Iran peut jouer un rôle important pour la Chine en continuant à lui livrer du pétrole en cas de « situation spéciale », par exemple en cas de conflit à propos de Taiwan. Selon ces analyses, en cas de crise, un Iran fort serait moins susceptible d'obtempérer à un embargo américain sur le pétrole à destination de la Chine. En outre, l'Iran pourrait fournir du pétrole par voie terrestre à la République populaire, à travers l'Asie centrale, échappant ainsi au contrôle américain des voies de transports maritimes.
Vu d'Iran, sur le plan politico-diplomatique, le soutien chinois est particulièrement précieux face aux pressions américaines. Etant donné son poids international croissant et le fait qu'elle dispose d'un droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies, l'amitié de la Chine constitue un atout très précieux pour le régime iranien. Pékin offre un contrepoids d'importance à la République islamique face aux États-Unis et peut également fournir un parapluie diplomatique à l'Iran au Conseil de sécurité face à la menace de sanctions dans la question du nucléaire. Pékin lui ouvre également des possibilités d'élargissement de son horizon diplomatique et de réduction de son isolement sur la scène internationale. Le soutien chinois permet de plus à la République islamique de redorer son image, d'accroître ses marges de manœuvres et aussi son pouvoir de négociation sur la scène internationale. Autant d'atouts que le régime de Téhéran compte utiliser pour résister aux pressions internationales dans le cadre de la question nucléaire mais aussi pour asseoir son rôle de puissance incontournable dans le Golfe. Téhéran compte aussi sur ses relations avec la Chine pour mieux résister aux demandes internationales mais aussi et surtout internes en matière de démocratisation du régime.

En plus de cette série de facteurs, sur le plan économique, les intérêts des deux parties se sont renforcés ces dernières années. La progression des échanges sino-iraniens a été extrêmement rapide. Alors qu'il s'élevait à 3,09 milliards de dollars en 2001, le volume d'échanges entre les deux pays a atteint 14,5 milliards de dollars en 2006[98]. Ils pourraient passer à 20 milliards de dollars en 2007 selon le vice-ministre des affaires étrangères en charge de la région Asie-Pacifique du gouvernement iranien[99]. La Chine serait ainsi devenue un des principaux partenaires commerciaux de l'Iran et l'Iran, le second partenaire commercial de la Chine au Moyen-Orient après l'Arabie Saoudite. Les relations économiques sino-iraniennes couvrent désormais un large éventail d'activités. Les hydrocarbures et les minerais occupent toujours la place principale dans les importations chinoises provenant d'Iran, mais en 2006, Pékin a aussi importé pour environ 2 milliards de dollars de produits non pétroliers. La Chine serait ainsi le plus important importateur de produits non pétroliers iraniens. Pour sa part, Pékin exporte principalement en direction de l'Iran des biens d'équipement comme des machines et des appareils électriques, des véhicules – surtout des camions mais bientôt aussi des voitures vu la coopération entre Chery et le premier constructeur iranien Khodro (IKCO)-, des avions, ainsi que des produits chimiques, du plastique, du caoutchouc et des textiles. Les produits manufacturés constituent les trois quarts des exportations chinoises en direction du marché iranien. Plus d'une centaine de sociétés chinoises sont actives en Iran dans de nombreux secteurs comme les infrastructures, les mines, la construction, les aciéries, la construction navale, les transports, la construction de barrages, les télécommunications, la mise en place de centrales électriques, l'agriculture, etc. On estime la communauté chinoise de Téhéran à environ 2000 personnes soit autant que la communauté occidentale installée dans la capitale iranienne. Ces activités ont transformé la République populaire en un des plus importants investisseurs étrangers en République islamique. En 2006, les

[98] Chiffres tirés de IMF, *Direction of trade statistics yearbook*, Washington, D.C., International Monetary Fund, 2005, p. 259 et et pour 2006, Ministry of Commerce of the People's Republic of China, « Total import and export value by country », February 7, 2007 (http://english.mofcom.gov.cn)
[99] « Iran-China trade exchange to reach dlrs 20b : Deputy FM », *Irna*, January 4, 2007.

deux côtés auraient ainsi conclu des accords sur des projets économiques évalués à 5,5 milliards de dollars. L'importance des relations économiques entre les deux pays est par ailleurs partiellement sous-évaluée puisqu'une partie des exportations chinoises en direction du marché iranien échappe aux statistiques officielles de Téhéran. Des quantités substantielles de marchandises chinoises transitent en effet par Dubaï (Émirats arabes unis) où sont par ailleurs installées de nombreuses compagnies chinoises (environ 500 en 2004[100]), d'avant d'être réexportées vers le territoire iranien. Les échanges entre la Chine et les Émirats arabes Unis se sont ainsi élevés en 2006 à 14,2 milliards de dollars dont une partie était en fait destinée au marché iranien[101]. Vu de Pékin, le marché iranien et ses 68 millions de consommateurs ne sont pas négligeables. L'Iran serait ainsi le marché étranger le plus important pour la Chine en termes de grands projets et d'exportation de main-d'oeuvre. Dans l'autre sens, les compagnies iraniennes présentes en Chine sont encore peu nombreuses.

Malgré ces développements, si vu de Téhéran, la Chine occupe une place très substantielle dans le commerce extérieur iranien, vu de Pékin, il n'en est pas de même. Le commerce avec la République islamique ne joue qu'un rôle mineur dans le commerce extérieur chinois. Les échanges avec Téhéran ne représentent que 0,82 % de l'ensemble des échanges de la République populaire en 2006[102]. Le rôle de l'Iran dans le commerce chinois ne peut-être comparé à celui de ses principaux partenaires que sont le Japon (207,3 milliards de dollars en 2006), l'Union européenne (272,3 milliards de dollars en 2006) et les États-Unis (262,6 milliards de dollars en 2006)[103]. Le commerce bilatéral ne va pas non plus sans poser problème. La pénétration croissante des produits chinois sur le marché iranien fait l'objet de critiques en Iran. Le directeur de la chambre de commerce, de l'industrie et des mines Iran-Chine déclarait ainsi récemment que les Iraniens aimeraient voir la partie chinoise fabriquer et produire davantage en Iran les produits demandés par le marché iranien. Du côté chinois, l'ambassadeur de Chine à Téhéran exhortait en octobre 2006 les hommes d'affaires iraniens à importer davantage de marchandises produites en Chine. En raison de l'augmentation de ses importations pétrolières, Pékin connaît un déficit commercial croissant dans ses échanges avec Téhéran soit environ 5,5 milliards de dollars en 2006. Il aimerait bien entendu rééquilibrer cette situation. Mais sur le marché iranien, les produits chinois jouissent toujours d'une mauvaise réputation notamment en ce qui concerne leur qualité, ce qui ne lui facilite pas la tâche[104]. Il n'empêche, le facteur économique constitue un élément supplémentaire qui contribue à conforter l'intérêt de Pékin pour ses relations avec Téhéran. Confrontés aux difficultés politiques liées à la question du nucléaire, les deux pays ont d'ailleurs mis l'accent sur le renforcement de leurs liens commerciaux. Ils négocient actuellement la signature d'un accord destiné à éviter la double taxation ainsi qu'un accord portant sur l'octroi de tarifs préférentiels, ce qui devrait contribuer à doper les échanges[105].

Par ailleurs, l'Iran joue un rôle majeur dans l'approvisionnement pétrolier de la Chine. Il se classe ces dernières années parmi les quatre plus importants fournisseurs de Pékin avec l'Arabie saoudite, l'Angola et la Russie. Les volumes d'importations pétrolières originaires d'Iran en direction du marché chinois ont fortement augmenté depuis le milieu des années 90. Ils ont été multipliés par 5 en volume et par 7,8 en valeurs entre 1996 et 2003. Téhéran a exporté en 2006, environ 15 Mt (300 000 b/j) de pétrole brut vers la Chine sur un total de 145,6 Mt importées par Pékin cette année. La République populaire est ainsi devenue le second marché en importance pour le pétrole iranien derrière le Japon. Téhéran a par ailleurs déclaré en novembre 2004 qu'il entendait faire de Pékin son premier client avant Tokyo. Outre l'importance du marché chinois

[100] « Chinese urged to use Dubai as trade hub », *Khaleej Times*, August 15, 2004.
[101] Chiffre tiré de Ministry of Commerce of the People's Republic of China, « Total import and export value by country », op. cit.
[102] Calcul de l'auteur
[103] Chiffres tirés de Ministry of Commerce of the People's Republic of China, « Total import and export value by country », op. cit.
[104] « China calls for agro, fisheries cooperation with Iran », *Irna*, October 17, 2006
[105] « Iran, China to discuss preferential tariffs, tax agreements », *Mehr News Agency*, January 30, 2007.

pour les exportations pétrolières de l'Iran, face aux pressions américaines qui gênent et ralentissent depuis des années la mise en exploitation des hydrocarbures iraniens, la République islamique est également intéressée par les possibilités d'investissements chinois dans ses secteurs des hydrocarbures et de la pétrochimie. Une délégation iranienne d'une trentaine de spécialistes était ainsi à Pékin et à Hong Kong en novembre 2006 pour présenter aux décideurs et aux industriels chinois les opportunités d'investissements dans ces secteurs[106]. Désireux de renforcer sa sécurité énergétique et de promouvoir le développement de ses compagnies pétrolières nationales afin de les rendre capables d'affronter la concurrence des majors occidentales, Pékin n'est pas non plus indifférent à ces opportunités. Les compagnies chinoises y sont également attentives pour des raisons commerciales. Les intérêts économiques et stratégiques de Pékin et les intérêts commerciaux de ces compagnies pétrolières s'allient donc pour rendre le secteur des hydrocarbures iraniens très attractif. C'est ainsi qu'en mars 2004, la société chinoise Zhuhai Zhenrong a signé un protocole d'accord pour l'achat de 2,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an pendant 25 ans -un contrat estimé à 20 milliards de dollars- à partir de 2008[107]. En octobre 2004, la société chinoise Sinopec a également signé un accord avec la NIOC (la compagnie nationale du pétrole iranien) pour l'achat de 10 Mt de gaz naturel liquéfié (GNL) iranien par an pendant 25 ans et la mise en place d'une usine de condensation du gaz à Bandar Abbas. Ce contrat, estimé entre 70 et 100 milliards de dollars, est le plus important signé par l'Iran depuis 1996. Sinopec s'est vu accorder le droit de développer le gisement pétrolier géant de Yadavaran situé dans la province iranienne du Khouzestan et d'acheter 150 000 b/j (ce qui représente la moitié des importations pétrolières de la Chine originaires d'Iran en 2006) de pétrole brut une fois le champ développé. La mise en œuvre de ce schéma n'a pas progressé depuis 2004 mais les partenaires n'y ont pourtant pas renoncé. Des délégations chinoises se sont ainsi rendues à plusieurs reprises en Iran pour en discuter. Selon la presse iranienne, la NIOC et Sinopec se sont accordés le 19 novembre 2006 sur le développement de Yadavaran. Mais il reste des problèmes épineux à régler dans le cadre du contrat 'buy-back'[108] proposé par l'Iran, notamment la question du taux de rentabilité[109]. En outre, les travaux de déminage de Yadavaran -héritage de la guerre Iran-Irak- ne sont pas terminés[110], ce qui laisse planer bien des incertitudes. La possibilité d'intéresser la Chine au développement du champ pétrolier d'Azadegan[111] initialement attribué au Japon a également été évoquée. Mais elle reste cependant aujourd'hui hypothétique. Même si Pékin envisage de s'engager dans ce projet -ce qui n'est pas le cas jusqu'à présent-, outre l'épineuse question des réactions américaines, elle risque, comme Tokyo avant elle, de se heurter à de nombreuses difficultés (valeur commerciale de ce champ moins importante qu'annoncée, présence comme à Yadavaran de champs de mines hérités de la guerre Iran-Irak, proximité de ce champ avec la frontière irakienne, difficultés techniques importantes, etc.). Il faut donc rester très prudent également sur cette possibilité.

Malgré les lenteurs et l'absence de réalisation concrète entre 2004 et 2006, les compagnies chinoises n'ont pas renoncé à explorer les possibilités du secteur iranien des hydrocarbures. En juin 2006, la NIOC et Sinopec ont ainsi conclu un accord portant sur l'exploration pétrolière et gazière du bloc de Gamsar situé en Iran central[112]. Sinopec s'est engagée à supporter les coûts d'exploration estimés à 20 millions de dollars et à les augmenter à 59 millions de dollars en cas de réussite de l'exploration initiale. Beaucoup plus important, en novembre 2006, la NIOC et la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) ont signé un protocole d'accord pour

[106] « Iran to dispatch oil, petrochemical industry experts to China », *Irna*, November 5, 2006.
[107] « Oil importer lands LNG contract with Iran », *People's Daily*, March 18, 2004.
[108] Un contrat 'buy back' est un contrat de développement à durée limitée où le contractant s'engage à financer, construire, commissionner et mettre en service les installations nécessaires au développement d'un projet. Après leur mise en service, l'exploitation du champ est transférée à la compagnie nationale de l'Etat avec qui le contrat a été conclu (ici la NIOC). Le partenaire est remboursé sur une période assez courte des dépenses de développement et des intérêts calculés sur les avances consenties.
[109] « Iran and China not yet agreed upon rate of return of Yadavaran oilfield », *AGOC*, vol. 12, issue 2, January 31, 2007.
[110] « Mine sweeping at Yadavaran oilfield underway », *Mehr News Agency*, December 13, 2006.
[111] Les réserves de ce champ pétrolifère sont estimées à 26 milliards de barils.
[112] « Iran, China ink oil, gas agreement », *Irna*, june 21, 2006.

l'exploitation du gaz naturel du champ gazier de Pars Nord[113]. Selon *Xinhua*, la réalisation du projet est prévue sur une durée de 8 ans et les travaux seront divisés en quatre tranches. CNOOC se chargera de la construction des usines de liquéfaction de gaz naturel ainsi que du transport et de la vente du GNL, alors que la partie iranienne lui fournira le gaz naturel liquéfié pour une durée de 25 ans. Ce projet serait le deuxième plus grand projet gazier de l'Iran après celui de Pars Sud. Il porte sur 16 milliards de dollars. Selon des déclarations du ministre iranien du pétrole, le contrat pourrait être finalisé en mars 2007. En fait, les négociations pourraient prendre au moins un an[114]. Cet accord, bien qu'il ne soit pas finalisé, a déjà attiré l'attention de l'administration américaine. Cette dernière a en effet invité Pékin à reconsidérer ce projet[115], une invitation que la Chine a repoussée. Quelques semaines plus tard, en décembre 2006, PetroChina a annoncé qu'elle avait signé avec Pars LNG Company un accord préliminaire de 25 ans à partir de 2011 pour l'achat de 3 Mt par an de gaz naturel liquéfié iranien provenant du bloc 11 de Pars Sud[116] développé par Total. En janvier 2007, la CNPC a également annoncé qu'elle négociait un protocole d'accord avec l'Iran portant sur le développement du bloc 14 du champ gazier de Pars Sud[117]. La CNPC qui coopère déjà avec l'Iran dans le bloc 11 du champ de Pars Sud pourrait investir 3,5 milliards de dollars (1,8 milliards de dollars pour l'exploration et la production et 1,7 milliards de dollars pour la construction d'une usine de liquéfaction du gaz naturel) dans ce projet. La compagnie construit actuellement trois terminaux GNL au Jiangsu, à Dalian et à Tangshan. Les compagnies chinoises pourraient en fait mettre en place dix terminaux GNL sur les côtes Pacifiques de la Chine dans les dix prochaines années. Le gaz iranien semble donc les intéresser particulièrement dans ce cadre.

En matière de coopération énergétique, les autorités chinoises ont semble-t-il adressé jusqu'ici une fin de non-recevoir aux demandes américaines de reconsidérer les projets avec l'Iran dans le contexte de la question du nucléaire iranien. Le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a en effet indiqué que ce type « de coopération et de rapport (était) légitime » et qu'il s'agissait d'une « coopération normale avec laquelle Washington n'avait pas à interférer »[118]. Cette réponse soulève cependant des questions dans le contexte actuel, d'autant que Téhéran n'a fait preuve jusqu'ici d'aucune flexibilité dans ses réponses à la communauté internationale. Elle envoie un mauvais signal puisque le régime islamique est rétribué alors qu'il ne coopère pas avec les instances internationales comme l'a constaté le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique du 22 février 2007. Cette prise de position pourrait avoir pour conséquence d'amener le régime iranien à commettre de graves erreurs d'appréciation. En outre, en « sanctuarisant » en quelque sorte les activités économiques, elle ôte à la communauté internationale un moyen de pression puissant sur le régime iranien, ce qui est totalement contre-productif au moment où certains indices montrent que les pressions économiques sur Téhéran commencent justement à avoir des effets en République islamique. D'autres investisseurs profitent par ailleurs de ce « bouclier » chinois pour s'engager également dans le secteur des hydrocarbures, ce qui affaiblit une nouvelle fois les positions de la communauté internationale. Il n'empêche, en dépit de ces déclarations et de l'intérêt de ces projets pour Pékin beaucoup d'incertitudes entourent leur réalisation finale. Il y a encore loin de l'annonce à leur réalisation concrète. Le contexte de tensions internationales incite les compagnies chinoises à la prudence et ce d'autant que certains aux États-Unis préconisent de les sanctionner en mettant en œuvre contre elle les dispositions de la législation américaine destinées à punir les compagnies étrangères coopérant avec Téhéran dans

[113] « CNOOC remporte en Iran un gros projet gazier », *Xinhua*, December 26, 2006.
[114] « Iran sees China gas deal taking year to sign », *Reuters News*, February 12, 2007
[115] « US cautions China over reported multibillion dollar gas deal with Iran », *AGOC*, vol. 12, issue 2, January 31, 2007.
[116] Pars Sud est le plus grand projet jamais mené en Iran par des compagnies pétrolières internationales en collaboration avec les autorités iraniennes et la NIOC. Ce champ est situé à environ 100 kilomètres au large de la côte sud-ouest de l'Iran, dans le Golfe Persique. La NIOC l'a découpé en 14 zones géographiques, ou phases, correspondant chacune à une production de 1 milliard de pieds cubes par jour de gaz (soit 28 millions de m^3/jour).
[117] « CNPC to invest US$3.6b in Iran's South Pars gas block », *AFX News*, January 15, 2007.
[118] Liu Jianchao cité dans *China Reform Monitor*, n°654, February 14, 2007

le secteur des hydrocarbures (Iran-Libya Sanctions Act de 1996)[119]. Même si beaucoup d'observateurs doutent que Washington utilise *in fine* cette législation, il est clair que ce facteur créer des pressions supplémentaires sur les compagnies chinoises. Peuvent-elles vu le contexte international et dans ces conditions réellement prendre le risque de s'engager pour des investissements aussi importants en Iran ? Si l'intérêt de Pékin pour les hydrocarbures iraniens ne fait aucun doute, la matérialisation rapide de ces projets ne sera donc peut-être pas aussi aisée que certains analystes ne semble le penser.

Limitations

En dépit de ces facteurs de rapprochement et de leurs intérêts communs, il existe de sérieuses limitations à l'essor des liens entre Pékin et Téhéran. La République populaire demeure d'ailleurs prudente dans ses relations avec la République islamique. Sur le plan diplomatique, la Chine ne va ainsi pas jusqu'à qualifier de « partenariat » ses relations avec Téhéran alors que pour caractériser ses relations avec le Pakistan, elle n'hésite pas à parler de « *all-weather partnership* » et de « *Strategic Partnership* ». Rien de tel avec Téhéran. Il y a plus qu'une nuance dans cette différence de terminologie officielle. On doit également remarquer que la République populaire n'a pas signé de traité d'amitié, de coopération et de bon voisinage avec la République islamique comme elle l'a fait avec la Russie en 2001, le Kazakhstan et la République kirghize en 2002, l'Ouzbékistan, l'Afghanistan et le Pakistan en 2005 et le Tadjikistan en 2006. Ceci indique à nouveau un degré moindre de proximité dans ses relations avec Téhéran jusqu'à présent. La prudence est également de mise à Pékin dans les relations militaires entre les deux pays. Si le rôle de la Chine a certes été important pour l'Iran en matière d'acquisition de capacités de productions indigènes dans le secteur de l'armement -notamment pour les missiles- et en matière de défense côtière, les relations entre les deux pays dans le domaine militaire demeurent cependant minimales. Pékin reste très circonspecte et évite d'envoyer des signaux qui pourraient être mal interprétés, notamment à Washington. Ainsi par exemple, la marine chinoise (PLAN) n'a pas visité de ports iraniens alors qu'elle s'est rendue dans les ports pakistanais. De même, les marines chinoises et pakistanaises ont effectué des exercices communs en 2003 par exemple. Ce n'est pas le cas avec la marine iranienne. De manière générale, la Chine essaie de ne pas se trouver seule associée à Téhéran face aux pressions américaines. Ses engagements aux côtés de l'Iran sont limités et la Chine cherche à minimiser leur impact sur ses relations avec les États-unis, l'Europe et aussi les pays arabes, particulièrement les États de la région du Golfe. Pékin entretient en effet des relations suivies avec les pays membres du Conseil de coopération du Golfe, c'est-à-dire l'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Émirats arabes Unis, le Koweït, Oman et le Qatar. Les échanges commerciaux entre Pékin et les membres de cet ensemble s'élevaient ainsi en 2006 à 44,9 milliards de dollars[120]. L'Arabie saoudite est à elle seule un partenaire majeur de Pékin dans cette région. Riyad était ainsi en 2006 son premier fournisseur de pétrole brut, son premier partenaire commercial et son second marché d'exportation en Asie occidentale[121]. Les échanges bilatéraux entre les deux pays se sont élevés en 2006 à plus de 20 milliards de dollars. Pékin doit tenir compte de ce facteur et aussi des craintes des États du Golfe face à la montée en puissance de Téhéran dans ses calculs. Pékin maintient également une distance par rapport à l'Iran pour protéger la réputation de puissance responsable qu'elle souhaite se donner et aussi pour conserver sa marge de manœuvre. Les relations sino-iraniennes demeurent par ailleurs *in fine* subordonnées aux relations sino-américaines comme les Iraniens l'ont constaté. Pékin cherchera le compromis avec Washington lorsque c'est nécessaire pour protéger ses relations avec les États-

[119] BERMAN, I., « A Dangerous Partnership », *The Wall street Journal*, February 22, 2007.
[120] Ministry of Commerce of the People's Republic of China, « Total import and export value by country », op. cit.
[121] « Saudi Arabia becomes China's largest oil provider », *Xinhua*, January 26, 2006. Voir sur l'essor de ces relations The Gracia Group, *The Sino-Saudi Energy Rapprochement: Implications for US National Security*, Prepared for Dr. Andrew W. Marshall Director, Net Assessment Office of Secretary of Defense Department of Defense, Washington, DC, January 8th, 2002, 59p.

Unis. Il y a donc des limites importantes à la coopération avec l'Iran. Pékin doit donc naviguer et trouver un équilibre entre ses aspirations anti-hégémoniques et son désir de coopération avec l'Iran, et la nécessité de protéger sa réputation et de ne pas s'aliéner ses autres partenaires Occidentaux -à commencer par les États-Unis-, mais aussi ses partenaires arabes. Une tâche malaisée que la question du nucléaire a encore compliqué.

La crise du nucléaire iranien et les limites du rapprochement sino-iranien

L'attitude de Pékin dans la question du nucléaire iranien est également conditionnée par des intérêts hétérogènes et contradictoires entre lesquels il ne lui est pas toujours aisé d'arbitrer. D'un côté, la République populaire désire protéger les relations politiques, économiques et énergétiques qu'elle a tissées avec l'Iran depuis plus de deux décennies. A cela, il faut ajouter d'autres éléments. Pour des raisons historiques, Pékin est très sensible aux questions d'indépendance et de souveraineté nationale ainsi qu'aux ingérences étrangères dans les affaires intérieures des États. En matière de nucléaire, elle a donc une tendance naturelle à considérer les critiques occidentales comme des « ingérences » dans les affaires iraniennes. Par ailleurs, la Chine se considère et se présente comme un État solidaire des « pays en développement », ce qui l'incite généralement à se démarquer des positions adoptées par les Occidentaux. Elle n'est pas non plus très favorable à l'adoption de sanctions en matière internationale. Enfin, la question du nucléaire iranien lui offre une possibilité de renforcer et d'asseoir sa crédibilité et son rôle international. Cet ensemble de facteurs l'incite donc à faire preuve jusqu'à un certain point de « compréhension » à l'égard des ambitions nucléaires de Téhéran et à soutenir l'Iran dans le domaine du nucléaire civil, malgré l'existence de risques de prolifération liés à ce type de programme et la dissimulation des autorités iraniennes pendant presque deux décennies. D'un autre côté cependant, étant donné sa montée en puissance et ses ambitions internationales, la Chine, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, doit aussi protéger l'image de puissance responsable qu'elle entend donner d'elle-même. Outre cette question d'image, la République populaire a aussi un intérêt essentiel à éviter les frictions sur le dossier iranien tant avec les Américains qu'avec les Européens qui sont ses principaux partenaires dans les domaines économiques et commerciaux mais aussi techniques et scientifiques. Elle doit par ailleurs tenir compte de l'opinion de ses fournisseurs pétroliers arabes du golfe Persique. En tant que pays membre du traité de non-prolifération (TNP), elle est également obligée de soutenir la non-prolifération des armes nucléaires. Pékin a par ailleurs fondamentalement intérêt au maintien de cet instrument. L'effondrement du système international de non-prolifération ouvrirait en effet la porte à des développements contraires à ses intérêts vitaux. De plus, Pékin a aussi besoin d'un environnement international stable pour assurer la poursuite de son essor économique et de sa modernisation, un contexte que la question du nucléaire iranien ne contribue guère à favoriser. Vu l'accroissement de sa dépendance pétrolière à l'égard du golfe Persique, la Chine doit être aujourd'hui également très attentive aux risques de déstabilisation de cette région liée aux ambitions nucléaires iraniennes. En plus des risques de rupture de son approvisionnement en cas de déclenchement d'un conflit dans le Golfe puisqu'une grande partie du pétrole destiné au marché chinois transite par le détroit d'Ormuz, sur le plan économique, contrairement à la Russie, les tensions autour de la question du nucléaire iranien et les pressions que ces dernières provoquent sur le marché pétrolier lui coûte aussi très cher. Un auteur chinois a ainsi calculé qu'en 2005, Pékin avait dû débourser 10 milliards de dollars supplémentaires pour ses importations pétrolières en raison de l'augmentation des prix pétroliers alors que dans le même temps, Moscou engrangeait 20 milliards de dollars de bénéfice supplémentaire[122]. Vu la croissance continue de sa consommation pétrolière et de ses importations, Pékin a donc tout intérêt à favoriser un règlement rapide de cette question afin que la hausse des prix de l'énergie ne pénalise pas son essor économique.

[122] Yin, Gang, « Russia, sole winner of the Iran crisis », *Bitterlemons-International.org*, vol. IV, n°13, April 6, 2006.

Confrontée à ces intérêts contradictoires, la République populaire a choisi de soutenir officiellement le droit de Téhéran à développer un secteur nucléaire civil tout en rejetant la possibilité de voir le régime iranien se doter d'un armement nucléaire. Elle favorise comme nous l'avons vu un règlement pragmatique et prudent de la question à travers la voie diplomatique tout en exerçant de discrètes pressions sur Téhéran pour essayer de l'amener à plus de flexibilité sur ce dossier. Un choix qui, malgré l'influence de Pékin auprès du régime iranien, n'a pas vraiment produit de résultats significatifs jusqu'à présent. Par ce biais, la République populaire espère néanmoins préserver à la fois ses liens avec Téhéran et ses relations avec les Occidentaux et les pays arabes. Mais cette position risque de devenir rapidement inconfortable et même indéfendable si le régime islamique maintien son attitude peu flexible, multiplie les rodomontades et les manœuvres dilatoires, et continue de jouer la carte du nationalisme iranien, sans avancer une véritable proposition pour une sortie de crise. Comme l'écrivait il y a quelques temps Yin Gang de l'Institut d'études ouest asiatiques et africaines de l'académie des sciences sociales de Chine, l'Iran doit comprendre que « *real civilian utilization of nuclear power is acceptable, subject to the terms of the NPT and with comprehensive monitoring by IAEA, but that under no circumstances is a Persian bomb to be produced. This is unacceptable not only to America and Europe, Israelis and Arabs, but also to Asians, indeed to everyone* »[123]. Ce message, la diplomatie chinoise serait bien inspirée de le transmettre clairement au régime iranien et surtout de l'appuyer par des prises de position plus fermes et des actions plus cohérentes. De ce point de vue, la multiplication des activités et des contrats des compagnies pétrolières chinoises en Iran à la fin de l'année 2006 -au moment où le Conseil de Sécurité examinait justement la question de sanctions dans le dossier du nucléaire iranien- est contre-productif et ne constitue pas un signal positif pour l'avenir. Même si ces contrats sont encore loin d'être mis en œuvre, cette forme de « sanctuarisation » du secteur iranien des hydrocarbures réduit considérablement les moyens de pression de la communauté internationale et n'incite donc guère Téhéran à modifier son attitude dans le dossier du nucléaire, au risque de l'induire à commettre des erreurs de calcul qui pourraient à leur tour avoir de graves conséquences. Pourtant, en dépit de l'approfondissement des liens politiques, économiques et énergétiques tissés depuis la décennie 80 entre la République populaire et la République islamique et des prises de position de la Chine plutôt favorables jusqu'ici au régime iranien dans le dossier du nucléaire, on peut difficilement parler aujourd'hui de véritable alliance entre Pékin et Téhéran. Les relations entre les deux pays peuvent aujourd'hui être plutôt qualifiées de « partenariat » -un terme que Pékin ne va d'ailleurs pas jusqu'à utiliser lui-même- multiforme et pragmatique, qui répond aux intérêts mutuels des deux parties et à une impulsion qui les pousse l'un vers l'autre, mais qui reste cependant soumis à d'importante limites.

[123] Yin, Gang, « The Persian bomb : forbidden by all », *Bitterlemons-International.org*, vol. IV, n° 4, February 2, 2006.